



«Comment la Suisse se nourrit-elle?
Rapport de situation 2012»



«Comment la Suisse se nourrit-elle?
Rapport de situation 2012»





Sommaire

4

Avant-propos	6
Résumé	7

Partie A: Situation de la production et du marché en 2012

A1 La production agricole en 2012	10
Figure 1: Températures moyennes mensuelles de l'air (2008 – 2012).....	10
Figure 2: Précipitations mensuelles (2008 – 2012)	11
Figure 3: Le poulet a le vent en poupe – évolution de 1998 à 2012.	14
Figure 4: Evolution de la quantité de lait et du prix du lait (2001 – 2012).....	15
A2 Les comptes économiques de l'agriculture	18
Tableau 1: Comptes économiques de l'agriculture (2000 – 2012)	16
A3 Situation des revenus et analyse de paramètres économiques	19
Figure 5: Evolution du revenu agricole et du revenu du travail (2002 – 2012)	19
Tableau 2: Du revenu agricole au revenu de travail 2011	20
Figure 6: Revenu du travail et salaires comparables (2002 – 2012).....	20
Tableau 3: Du revenu agricole à la modification des fonds propres 2011	21
Tableau 4: Solidité des exploitations agricoles 2011.....	21
Tableau 5: La rentabilité des exploitations en 2011	21



Partie B: Comment la Suisse se nourrit-elle?

B1 D'où notre nourriture provient-elle?	27
Tableau 6: Approvisionnement en denrées alimentaires en 2000 et en 2010.....	26
Tableau 7: Principaux pays de provenance des denrées alimentaires importées en 2000 et en 2010	27
Figure 7: Carte du monde des importations alimentaires en Suisse	28
Figure 8: La Suisse importe toujours plus de viande de choix et exporte les sous-produits d'abattage	29
B2 Modes et tendances alimentaires chez les consommateurs	29
B3 Exigences des consommateurs	34
Tableau 8: Critères d'achat pour différents produits	34
Figure 9: Forces et faiblesses des denrées alimentaires indigènes du point de vue des consommateurs.	35
B4 Conclusion	36

Annexes et impressum

Annexe 1 à la partie A3	Formules pour calculer les paramètres économiques relatifs à l'exploitation	40
Annexe 2 à la partie B1	Denrées alimentaires par pays et chapitre douanier, 2011	41
Collaboration au rapport de situation		42



Avant-propos

6

Comment la Suisse se nourrit-elle? Elle se nourrit mal et consomme trop d'aliments caloriques malsains, bon marché et vite assimilés. Une étude révèle qu'à l'heure actuelle, entre un tiers et la moitié de la population suisse est en surpoids. La restauration rapide et les aliments dits de commodité ont le vent en poupe. L'industrie agroalimentaire contribue à la surcharge pondérale en ajoutant force sucres, graisses, additifs et arômes. Philipp Löpfe, écrivain et journaliste économique, a écrit à ce sujet dans un billet paru dans le Beobachter Natur: «Si l'industrie agroalimentaire vendait essentiellement des légumes frais et des céréales, il n'y aurait ni Nestlé ni Coca-Cola. Les céréales consommées au petit-déjeuner ne coûtent que quelques centimes; les sodas sont composés d'eau, de sucre et de quelques exhausteurs de goût. Quant aux pommes de terre, elles ne sont intéressantes que si elles sont transformées en chips.»

Cette tendance a des effets négatifs pour les paysans, qui sont les fournisseurs des matières premières destinées à l'industrie agroalimentaire. Tout d'abord, plus les produits sont transformés, plus le rapport au produit brut disparaît. Prenons l'exemple des œufs frais: les consommateurs suisses sont très attachés à une production locale et durable. Or, dès qu'ils consomment des pâtes, des biscuits ou un produit quelconque contenant de l'œuf, ils ne s'interrogent plus sur la provenance des œufs, ni sur le mode de détention des poules. Si le rapport à la matière première n'existe plus, celle-ci perd de sa valeur. À partir du moment où elle ne joue plus aucun rôle, il faut qu'elle soit la moins chère possible. Malheureusement, la production à vil prix n'est pas une spécialité de notre agriculture, qui se targue de fournir des produits de qualité. Il n'est donc pas étonnant que notre industrie agroalimentaire réclame des accords de libre-échange à cor et à cri. Pourquoi acheter chez nous des produits chers quand on

peut les obtenir nettement meilleur marché à l'étranger? Les modifications des habitudes alimentaires attisent la guerre des prix et ont un fort impact indirect sur l'agriculture. Et cela, bien que la population suisse soit prête, pour des produits naturels, à payer plus pour une production écologique, respectueuse des animaux et acceptable sur le plan social.

La production de denrées alimentaires toujours moins chères conduit à ne plus accorder aux produits la valeur qui leur revient et à jeter quotidiennement des monceaux de victuailles à la décharge, comportement particulièrement discutable quand on sait que dans le monde ne règne pas partout la même abondance que chez nous et qu'un milliard d'êtres humains souffrent de la faim.

«On peut gagner beaucoup d'argent avec les produits alimentaires tant que l'on ne cherche pas à les cultiver de façon naturelle» a encore écrit Philipp Löpfe dans son article. Telle est la situation actuelle, malheureusement.

Markus Ritter

Président

Union Suisse des Paysans

Jacques Bourgeois

Directeur

Union Suisse des Paysans



Résumé

Le présent rapport tourne essentiellement autour de deux questions: Comment se nourrit la Suisse et à quoi les consommateurs attachent-ils de l'importance pour leur alimentation? Pour leur approvisionnement, les Suisses sont fortement tributaires de l'étranger: 40% à 50% des denrées alimentaires (selon que l'on inclut ou non l'importation de fourrage) proviennent de l'étranger. Par conséquent, pour son alimentation, la Suisse occupe quelque part dans le monde une surface utile équivalente à celle occupée en Suisse. Le pourcentage d'auto-provisionnement diffère selon les produits. Pour le lait et le fromage, nous produisons plus que nous ne pouvons consommer et exportons de ce fait des quantités importantes. Pour les fruits, les légumes, les œufs, l'huile et d'autres denrées alimentaires et matières premières, la dépendance de l'étranger est nette. En ce qui concerne le poisson, la production nationale ne peut couvrir qu'une part infime des besoins. Nos principaux partenaires commerciaux pour les produits alimentaires sont les pays limitrophes, c'est-à-dire l'UE.

Pour la production animale, la Suisse dépend des importations de fourrages. Il s'agit principalement d'aliments énergétiques et riches en protéines, comme les céréales fourragères ou les légumineuses. Au cours des 20 dernières années, la consommation de concentrés est restée relativement stable. Ce qui a par contre beaucoup changé, c'est l'approvisionnement en fourrage indigène. Aujourd'hui, la Suisse doit importer plus de 50% de son fourrage.

Si l'on s'intéresse de près au régime alimentaire de la population suisse, on constate qu'il présente des facettes très diverses. Dans l'ensemble on voit se dessiner de nombreuses tendances allant dans des directions différentes. Il n'est pas rare de voir une même

personne, qui consomme de préférence des aliments bio, faire de temps à autre un copieux repas bon marché au fast food du coin. On peut déjà faire un premier constat: la diversité des produits vendus en magasins croît. Le lait est vendu sous maintes formes: pasteurisé, UHT, entier, drink, condensé, Prix Garantie/M-Budget, sans lactose, bio, de montagne, ProSpecieRara, Weight Watchers, de brebis, de chèvre, de soja, de riz, etc., sans compter les différents emballages et conditionnements. Autre constat: les gens mangent de plus en plus à l'extérieur et cuisinent de moins en moins chez eux (davantage d'aliments dits de commodité). Et enfin: la consommation responsable prend de l'ampleur. De plus en plus de consommateurs font attention lors de leurs achats à ce que la production de denrées alimentaires soit écologique, respectueuse des animaux et socialement supportable et que les transports soient aussi courts que possible.

On ne peut pas mettre tous les consommateurs dans le même sac. Ils n'accordent pas la même importance aux trois principaux critères que sont le prix, la qualité et la provenance. La sensibilité dépend aussi du type de denrée achetée. Pour les œufs, par exemple, la provenance est absolument essentielle, alors que pour le pain, elle est moins importante. De manière générale, l'intérêt pour la provenance est d'autant plus faible que le degré de transformation du produit est élevé. L'important, c'est le rapport qualité/prix. Pour les denrées de provenance suisse produites selon des critères durables, les consommateurs sont prêts à payer un supplément. Le montant toléré de celui-ci varie fortement selon le produit.

De la partie B du rapport de situation, on peut retenir que les exigences et le comportement des consommateurs, de même que les ten-

dances de la consommation, sont contradictoires. C'est pourquoi le cadre politique est important. Le marché seul ne règle pas tout.

La partie A nous renseigne sur la production et la situation du marché durant l'année écoulée et fournit des chiffres et estimations économiques. L'année 2012 ne restera pas gravée dans les mémoires. À l'exception d'un mois de février extrêmement froid et d'une situation mauvaise sur les marchés du lait et de la viande de porc, on peut la qualifier de moyenne. Les précipitations régulières et les températures moyennes douces ont été bénéfiques pour les cultures, qui se sont bien développées sans toutefois battre des records. Dans l'ensemble, la pression des maladies a été élevée et les pluies abondantes du début de l'été ont rendu les récoltes difficiles. La production de fourrage a profité de précipitations bien réparties et abondantes. La valeur de la production agricole a accusé une nouvelle baisse de 1,9%, tombant ainsi à 9,974 milliards de francs, dont 47,4% issus de la production animale et 42,2% issus de la production végétale. Les 10,2% restants sont le fait des prestations de service agricoles et des activités accessoires non agricoles. La valeur ajoutée brute a reculé de 4,0% et se chiffre à 3,682 milliards de francs.

Selon les estimations de l'Union suisse des paysans, le revenu agricole de l'ensemble des exploitations a baissé de 6,3% pour s'établir à 55 744 francs. Les plus fortes baisses de revenu ont été enregistrées par les exploitations de plaine et les plus faibles par celles de montagne (-2,3%). Dans la pratique, les agriculteurs devraient le ressentir encore plus, car le léger recul du revenu agricole obère leur consommation et leurs possibilités d'épargne. Une fois les chiffres corrigés de l'inflation, on ne constate aucune évolution depuis des années.



Partie A
Situation de la production
et du marché en 2012





Partie A: Situation de la production et du marché en 2012

10

Moyenne du début à la fin; c'est ainsi que l'on pourrait résumer l'année 2012. Font cependant exception un mois de février extrêmement froid et la situation toujours aussi désastreuse sur les marchés du lait et de la viande de porc. Les précipitations régulières et les températures moyennes douces ont fait du bien aux cultures, qui se sont bien développées sans toutefois battre des records. Dans l'ensemble, la pression des maladies a été élevée et les pluies abondantes du début de l'été ont rendu difficiles les récoltes des céréales, des baies et des cerises. Les rendements et les qualités ont été normaux à bons dans l'ensemble des cultures. Ce sont les cultures fourragères qui ont le plus profité de ces conditions, si bien que le niveau d'approvisionnement pour l'hiver 2013 est bon. Comme nous l'avons signalé d'entrée, les producteurs de lait et les engraisseurs de porcs ont continué à souffrir de la mauvaise situation du marché. Ces deux filières ont vu leur

production poursuivre sa croissance, ce qui a pesé sur les prix. La valeur de la production agricole a accusé une nouvelle baisse de 1,9% et s'inscrit à 9,974 milliards de francs, dont 47,4% issus de la production animale et 42,2% issus de la production végétale. Les 10,2% restants sont le fait des services agricoles et des activités accessoires non agricoles. La valeur ajoutée brute a reculé de 4,0% et se chiffre à 3,682 milliards de francs. D'après les estimations de l'USP, le revenu agricole a baissé de 6,3% et s'est établi à 55 744 francs, toutes exploitations confondues.

A I LA PRODUCTION AGRICOLE EN 2012

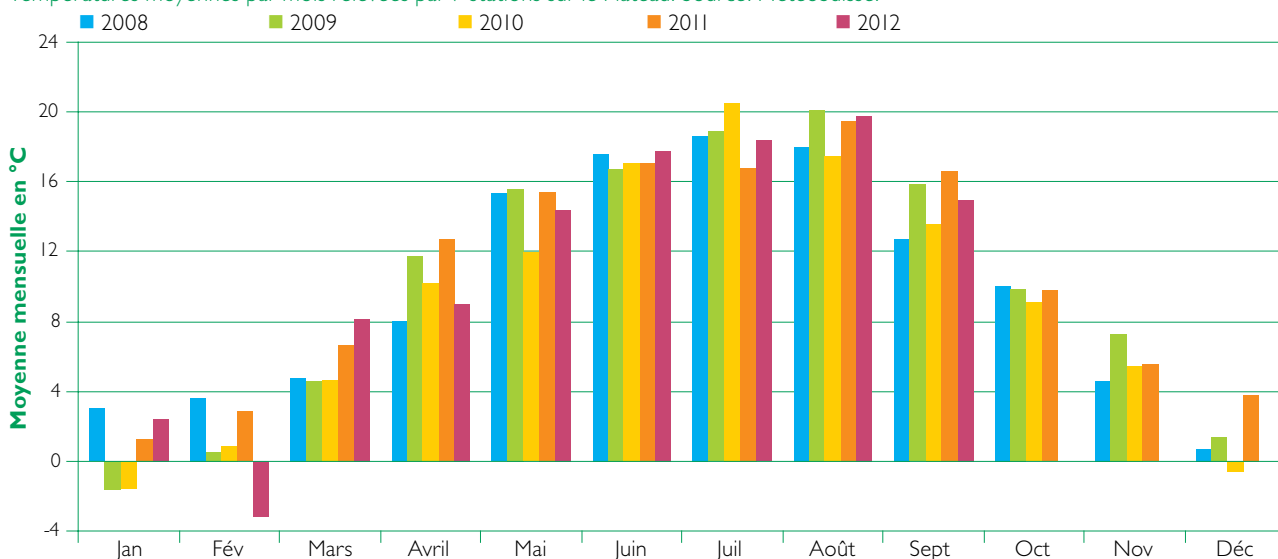
Froid en février et pluies abondantes en été

S'il a fait trop chaud en janvier, février aura été

d'autant plus froid. Durant les deux premières semaines de février, la Suisse a connu une vague de froid telle qu'il n'y en avait plus eu depuis janvier 1985 (Fig. 1). Par un temps beau et sec, les températures ont atteint -20 degrés sur le Plateau et -36,9 degrés à Samedan (GR). Si mars a été plus chaud, il est malheureusement resté sec; malgré l'interdiction de faire du feu, il a fallu déplorer quelques incendies de forêt. Avec un temps doux et sec, mars 2012 a été le mois de mars le plus ensoleillé depuis 60 ans. La sécheresse, particulièrement ressentie en Suisse romande, a toutefois été rapidement comblée en avril, dont la pluviosité a été supérieure à la moyenne (Fig. 2). Les températures d'avril ont été supérieures à la moyenne pluriannuelle pour ce mois; même scénario en mai, avec un climat généralement sec et les premières journées de canicule. En juin, la pluviosité a été très généreuse et la neige a fait une réapparition momentanée jusqu'à 1500 mètres; ce mois a aussi connu de violents

Figure 1: Froid en février – chaud en mars, en juin et durant l'arrière-été.

Températures moyennes par mois relevées par 7 stations sur le Plateau. Source: MétéoSuisse.





orages et même des inondations régionales ainsi que de la grêle. Il a fallu attendre la fin juin pour que l'été s'installe. Le mois de juillet a été trop chaud et trop humide par rapport à la moyenne pluriannuelle, surtout au nord des Alpes. Août a été très ensoleillé et nettement trop chaud. Septembre a été très humide et avare en soleil, mais avec un temps assez doux, tandis qu'octobre commençait par une phase humide et s'est poursuivi avec passablement de soleil et des températures douces.

Assez de fourrage pour l'hiver

Dans les régions tempérées, il y avait déjà assez d'herbe vers fin mars pour faire paître le bétail. Avril a amené l'eau souhaitée pour la croissance et mai le soleil indispensable pour presser les balles d'ensilage et mettre le premier foin en grange. Notons encore que la récolte d'ensilage et de foin a été excellente dans l'ensemble de la Suisse. L'été chaud et toujours assez humide étant favorable à la

végétation, l'herbe a bien poussé dans les prairies, mais aussi sur les pâturages et dans les alpages. À la fin de l'été, il y avait du foin et de l'ensilage en suffisance dans les granges et dans les balles entreposées près des fermes. La récolte de maïs ayant elle aussi été excellente, l'approvisionnement en fourrage pour l'hiver est assuré. L'été a été généreux sur les alpages aussi, même si, du fait des pluies régulières, il a été un peu trop humide dans certaines régions.

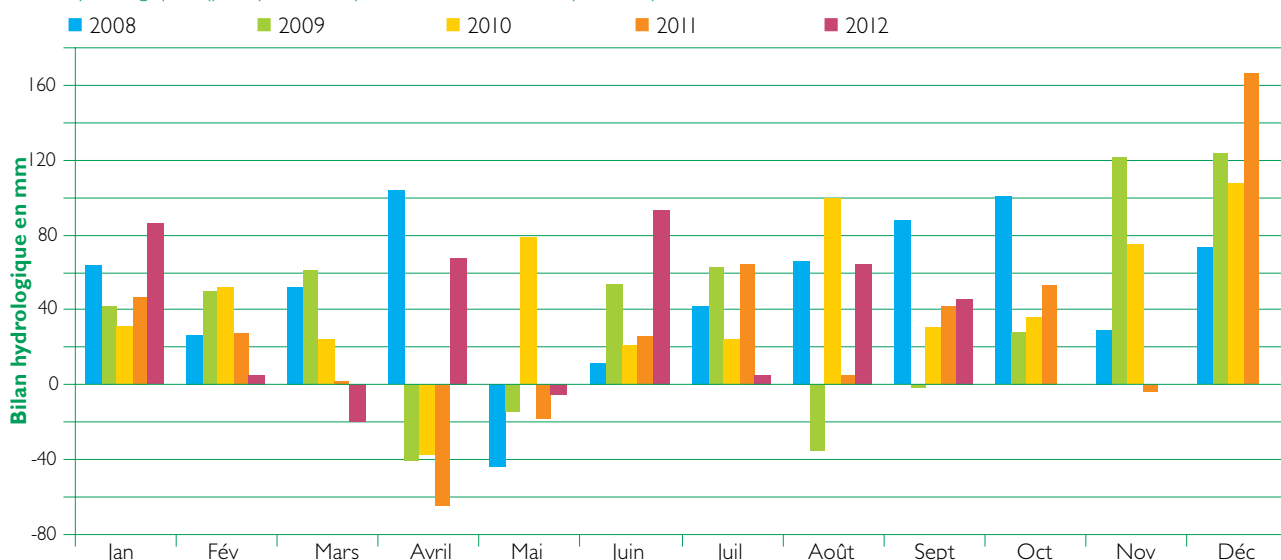
Céréales: rendements inférieurs à la moyenne, mais bonne qualité

Suite aux rudesses de l'hiver, de nombreuses cultures céréalières ont subi des dommages au départ de la période de végétation, puis ont souffert dans de nombreux endroits de conditions humides. Les rendements sont par conséquent restés inférieurs de 10 à 15% à ceux de 2011, mais aussi légèrement en-dessous de la moyenne pluriannuelle.

Grâce à la qualité réjouissante de la récolte, qui s'est caractérisée par des temps de chute excellents, de bons poids à l'hectolitre et peu de germination dans l'épi, la commercialisation n'a pas posé de problème. Le taux d'approvisionnement en céréales indigènes devrait avoisiner 90%. On note par ailleurs de fortes différences de rendement entre les cultures PER et les cultures extenso, dues à une forte pression des maladies. Les prix indicateurs pour la récolte se situaient entre 44 fr./dt pour la classe III, et 53 fr./dt pour la classe Top. La surface totale de céréales a progressé d'environ 400 hectares pour atteindre 145 170 hectares (80 700 hectares de céréales panifiables et 64 470 hectares de céréales fourragères). Les surfaces d'orge et de blé fourrager ont enregistré un recul supérieur à la moyenne et, avec 60%, le niveau d'auto-approvisionnement reste bas. Selon les estimations d'août, la récolte devrait être de 382 000 tonnes de blé panifiable, 89 000

Figure 2: Mars très sec, mais avril et juin très humides.

Bilans hydrologiques (précipitations après déduction de l'évaporation) de 7 stations sur le Plateau. Source: MétéoSuisse.





tonnes de blé fourrager et 185 000 tonnes d'orge. La surface des protéagineux est restée stable à 3845 hectares; ici aussi le taux d'auto-provisionnement est faible.

Oléagineux: récolte en légère baisse

La surface d'oléagineux a légèrement progressé. Elle a passé à 27 238 hectares et se répartit en colza (matière première renouvelable incluse), tournesol et soja. En raison du temps humide et frais du printemps, les récoltes sont restées 10 à 15% en deçà des valeurs de l'année précédente. La récolte de colza a été estimée à 64 000 tonnes. Le marché était équilibré et la surface de culture devrait être maintenue au même niveau dans les contrats-cadres de culture pour l'année 2013. On visera dans ce domaine une part plus importante de colza HOLL (nouvelle variété spéciale produisant une huile résistant à la chaleur). Une extension de la surface de tournesols serait par contre bienvenue, ceci pour pouvoir avec certitude atteindre les 10 000 tonnes souhaitées. Cette culture sera donc soutenue par le biais d'une contribution financée par le pool des oléagineux.

Pommes de terre: marché stable

On se souvient que du fait de la récolte particulièrement forte, il avait fallu prendre des mesures extraordinaires de stabilisation du marché en 2011; avec la récolte de 2012, nous retrouvons des quantités moyennes. Les pommes de terre nouvelles s'étant écoulées au fur et à mesure de la récolte, le marché est dès le début parti sur de bonnes bases. Avec un léger recul de 200 hectares, la surface totale des cultures atteint 11 012 hectares. Comme souhaité, la baisse a principalement touché les pommes de terre de table farineuses. Le nombre de cultivateurs

a lui poursuivi sa baisse. Les tests de fin août ont permis d'estimer les rendements bruts à 411 kilos par are, avec un taux moyen de tubercules comestibles de 80%. Dans l'ensemble, la qualité était bonne, mais certaines variétés ont souffert d'attaques de gale. Si les taux d'amidon étaient très élevés, les tubercules étaient plutôt petits et il n'y en a pratiquement pas eu qui dépassaient les calibres souhaités. Les prix ont été légèrement supérieurs à ceux de l'année passée. Contrairement aux cultures conventionnelles, les cultures bio n'ont eu que des rendements de pommes de terre de consommation de 183 kilos par are, soit nettement moins que la moyenne pluriannuelle, ce qui est dû à la longue et forte pression du mildiou.

Betteraves sucrières: année moyenne

Les sucreries fêtaient un jubilé en 2012, à savoir les 100 ans de la fabrique d'Aarberg. La récolte a été plutôt moyenne. Les semis étaient déjà terminés à fin mars dans l'ensemble du pays, comme l'année précédente. Mais les parallèles avec 2011 s'arrêtent là. La croissance a été ralentie par l'humidité et la fraîcheur du mois d'avril. Mais dès juin, les cultures avaient repris belle allure. Du fait de l'humidité persistante durant l'été, la pression des maladies et des ravageurs s'est faite plus forte, avec des attaques de cercosporiose dans de nombreuses parcelles; par ailleurs, la pourriture due aux attaques de nématodes a été plus forte que d'autres années, mais de manière très localisée seulement. La campagne a commencé fin septembre; les estimations de récolte donnaient des résultats moyens.

Production maraîchère en hausse

Après une année 2011 difficile en raison de forts rendements ayant entraîné divers pro-

blèmes de commercialisation, le marché a retrouvé un certain calme en 2012 et les prix se sont stabilisés, mais à un bas niveau. La saturation du marché, le faible taux de change de l'euro et les achats transfrontaliers ont constamment et fortement pesé sur les prix. Le mois d'avril ayant été humide, la récolte a été retardée sur certaines parcelles en plein air. Les précipitations équilibrées et les températures douces de l'été, ainsi que le bel automne, ont permis de bonnes récoltes et la qualité des légumes frais, de garde et de serre était bonne. Les quantités sont restées dans la moyenne. Ces dernières années, la surface totale des cultures a légèrement progressé et avoisine maintenant 10 000 hectares. Les cultures sous serre sont une nouvelle fois en hausse. Les quelque 2000 exploitations maraîchères ont produit 280 000 tonnes de légumes frais, 75 000 tonnes de légumes de garde et 50 000 tonnes de légumes pour la transformation. Les légumes frais de production indigène ont couvert près de 60% des besoins de consommation.

Bonne récolte de pommes et récolte moyenne de poires

La récolte de cette année était estimée à 146 000 tonnes de pommes et à 19 300 tonnes de poires, soit un peu moins de pommes et nettement moins de poires que l'année passée qui, rappelons-le, avait été particulièrement bonne. Il y avait cette année un net gradient est-ouest de la production, caractérisé par des quantités plus faibles en Suisse orientale et sur le Plateau. Certains changements ont aussi été relevés dans les variétés. Gala, Golden Delicious et Maigold s'inscrivent en léger recul chez les pommes, tandis que la variété Braeburn et les variétés Club enregistrent une légère progression. Mais Gala reste la variété dominante. Les prix



des pommes sont restés dans la norme de l'année précédente; ceux des poires de table par contre étaient meilleurs. Les excédents de récolte de 2011 pesaient encore sur le marché des pommes et les producteurs ont aidé à stabiliser le marché par le biais d'une augmentation de la retenue. La récolte de pommes à cidre est estimée à 76 000 tonnes et celle de poires à cidre à environ 10 000 tonnes. On s'efforce de réduire la surface des vergers de fruits à cidre. Quant aux cerises, la production de mai a été nettement plus faible que l'année précédente, ce qui est dû aux conditions climatiques défavorables. La récolte de pruneaux a été moyenne, mais les prix ont été nettement meilleurs qu'en 2011. Fait étonnant, la production de framboises et de fraises a dépassé le niveau des bonnes récoltes de 2011, alors que les prix se maintenaient au niveau de l'année précédente. On note aussi une forte progression des surfaces de myrtilles.

Année viticole normale

Le froid très prononcé de février n'a engendré que des dommages modérés, et ceux-ci n'ont touché que des vignes très jeunes. Le froid et l'humidité d'avril ont cependant fortement retardé le développement des plants. En mai, le gel a touché plus de 100 hectares de vignes, principalement en Valais, tandis que la grêle endommageait des surfaces relativement limitées en Suisse alémanique. La chaleur de mai a profité aux plants et a favorisé leur croissance, mais s'est accompagnée d'une forte pression des maladies; l'oidium et le mildiou ont ainsi posé problème dans presque toutes les régions, mais les traitements phytosanitaires appliqués par les producteurs leur ont fait échec. Les vendanges ont commencé fin septembre, début octobre. En moyenne, les quantités récoltées se situent 5 à 10% sous

celles de l'année précédente. Mais la qualité du raisin fait augurer d'un bon millésime 2012.

Bétail de rente: marché en crise

Le marché du bétail de rente continue à souffrir de l'extrême faiblesse des exportations. Jusqu'en 2009, 5000 vaches laitières étaient exportées chaque automne avec l'aide de la Confédération, ce qui allégeait d'autant le marché du bétail de rente à cette époque. À fin juillet, les exportations de 2012 se montaient à 161 têtes de bétail d'élevage, soit 80 de moins que durant la même période de l'année 2011. Il existe bien une demande dans les autres pays, mais le bétail de rente suisse est comparativement cher. Durant le premier semestre, les vaches laitières valaient en moyenne 2700 à 3100 francs; en août, les prix se situaient à un peu moins de 3000 francs et en septembre autour de 2800 francs par animal. Comme les producteurs de lait souffraient des faibles prix du lait, ils vendaient leurs vaches laitières à moindre prix.

Pénurie de vaches de boucherie

En dépit de l'agitation qui perturbe continuellement le marché du lait et malgré des prix bas, le nombre de vaches passant à l'abattoir n'augmente pas, au point que par moments, cette faiblesse de l'offre a provoqué des pénuries et il est arrivé que les besoins courants de viande de transformation ne puissent pas être couverts. Les prix des animaux d'élevage ont été bas, si bien que des taureaux ont parfois fini dans le canal de la transformation. Durant le premier semestre, les prix des vaches T3 étaient en moyenne de 6.30 francs le kilo de poids mort (PM). En dépit de la faiblesse de l'offre, les transformateurs refusaient de payer davantage. Des prix plus élevés étaient généralement payés sur les marchés publics pour les vaches destinées à la finition. Pour

compenser, on a continuellement autorisé des importations (jusqu'à septembre 4850 tonnes de vaches sous forme de demi-carasses). Les demandes d'importation portaient aussi de plus en plus sur des pistolas (quartiers arrière de vaches et cuisses). La forte quantité de pistolas importées en juillet a été mise à profit par les fabricants de viande séchée pour peser sur le prix des cuisses.

Marché des animaux d'élevage dans la norme

En raison de l'abondante offre de bétail d'élevage, les prix ont baissé peu après Nouvel-An. Le creux de la vague était atteint vers Pâques, avec un minimum annuel de 7.90 francs le kilo PM pour les taureaux, les génisses et les bœufs de catégorie T3. Comme la viande de transformation était recherchée et que les prix le permettaient, un certain nombre de quartiers avant de bétail d'élevage ont fini comme viande à saucisse. Une fois le bétail mis en estivage, l'offre de génisses et de taureaux à nettement baissé et les prix ont connu la hausse qui est de règle vers la fin mai. Les prix ont atteint 8.80 francs le kilo en septembre pour l'ensemble des animaux d'élevage. Durant toute l'année, on note encore que le prix des bovins de qualité moindre a souvent été sous pression, alors que les animaux de bonne qualité étaient recherchés. Dans l'ensemble, on peut parler d'une bonne année pour le bétail d'élevage. Les importations d'aloysaux et de bœuf de haute qualité libérées ont atteint 3225 tonnes entre janvier et septembre, soit environ la même quantité que l'année précédente.

Marché des veaux agité

Le marché des veaux a été aussi agité que l'année précédente. La chute annuelle des prix, usuelle en début d'année, a même





commencé trois semaines avant Noël. Des campagnes promotionnelles organisées en février par les grands distributeurs ont permis d'empêcher pour un temps les prix de chuter plus bas encore, mais durant la période précédant Pâques, le déséquilibre du marché a entraîné une nouvelle pression sur les prix. Alors que les prix atteignaient leur point le plus bas de l'année vers Pâques, avec 12.30 francs le kilo PM, Proviande a pris une mesure d'allègement du marché et stocké près de 600 tonnes de viande de veau. Cela n'a pas empêché la pression sur les prix de continuer à se faire sentir. Le marché n'a finalement été suffisamment désengorgé que vers la fin mai, les veaux étant alors de nouveau demandés. Le mauvais temps de juin et de juillet n'invitait pas aux grillades et la consommation de viande de veau a donc été plus forte que prévu, si bien que les prix ont pour un bref moment grimpé jusqu'à 13.10 francs

le kilo. Durant les vacances d'été, les ventes se sont de nouveau faites hésitantes, pour ne reprendre que vers la mi-août. En automne, la demande de veaux a été bonne.

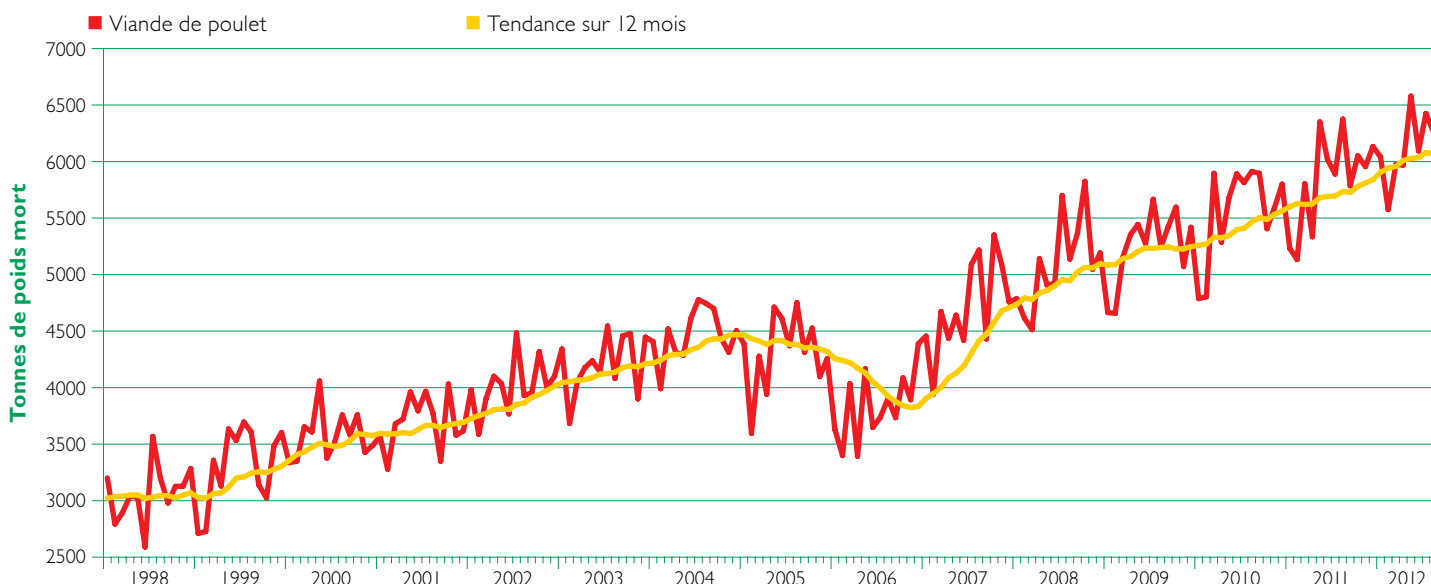
Surproduction de porcelets

La forte production de porcelets a cette année aussi pesé sur le marché. Dès le début, les prix ont été bas. Ils se sont ensuite progressivement améliorés, comme c'est usuel à cette saison, mais sont constamment restés environ 1.50 francs le kilo de poids vif (PV) sous le niveau de la saison précédente. En avril, les porcelets de 20 kilos ont atteint leur maximum annuel avec seulement 5.90 francs le kilo. Puis le vent du marché a tourné, les ventes ont stagné et les prix ont continuellement baissé jusqu'à atteindre 3.90 francs le kilo vers la fin août. Le marché s'est équilibré pour la première fois depuis longtemps en automne seulement.

Marché des porcs: faiblesse des cours

Pour les engraisseurs, l'écoulement des porcs a été catastrophique. La production a une nouvelle fois été en hausse et la quantité de viande de porc prête à la vente a augmenté jusqu'à fin juillet, dépassant alors de 1,7% la quantité de l'année précédente et de près de 8% celle de 2009. Au printemps, les entrepôts frigorifiques ont été remplis et malgré les prix très bas, l'importation de 200 tonnes de porcs en demi-carcasses pour les affaires de l'été a été autorisée, car on croyait alors aller au-devant d'une bonne saison des grillades. Les journées arrosées de juin et de juillet ont toutefois limité la consommation de viande de porc, si bien que durant les vacances d'été aussi, les ventes ont été difficiles. Par ailleurs, les actions promotionnelles n'ont pas eu grand succès, car les consommateurs s'étaient habitués aux bas prix de la viande de porc. De janvier à fin septembre, le prix moyen des

Figure 3: Le poulet a le vent en poupe. La viande de volaille en deuxième position derrière la viande de porc. Source: USP Statistique.





porcs à l'engrais a été de 3.40 francs le kilo PM seulement. Les conditions de production des engraisseurs de porcs ont encore été rendues plus difficiles du fait des frais d'affouragement bien plus élevés résultant de la faible récolte de soja au niveau mondial.

Agneaux de boucherie: un phénomène nouveau

Après une chute des prix en début d'année, le marché des agneaux s'est repris, mais seulement à partir des bonnes ventes de Pâques. Les moutons étant placés en alpage pendant l'été, l'offre baisse de manière saisonnière et les prix ont augmenté en conséquence, se stabilisant à 10.80 francs le kilo PM pour les agneaux T3 à partir de juin. Pendant les mois d'été, les importations bon marché ont concurrencé la production indigène. Au total, il s'est importé 4800 tonnes de viande d'agneau jusqu'au troisième trimestre. La désalpe mettait les autres années les prix sous pression. Aussi étonnant que cela puisse paraître, les prix ont cependant enregistré une forte hausse. Le projet de commercialisation d'agneaux d'alpage, au lancement duquel l'USP avait participé, a été couronné de succès et l'intérêt pour ces animaux était vif. À fin août, le prix des agneaux de qualité T3 atteignait ainsi 11.60 francs le kilo.

Poulets

L'engraissement des poulets s'est développé de manière réjouissante (Fig. 3): après que la volaille indigène eut une première fois dépassé le seuil des 50% en 2011, la production a connu cette année une nouvelle hausse de 3,2% du nombre de poussins mis en élevage et finalement transformés. Cette année, les poids à l'abattage ont également été en hausse et la croissance de la production atteindra probablement les 7%. La

part des poulets découpés progresse, ce qui répond à la tendance de plus en plus marquée de consommer des parties de poulets (filets, cuisses, ailes). Depuis l'année dernière, le poulet est la deuxième viande la plus consommée après celle de porc.

Œufs

La production indigène d'œufs poursuit sa croissance sans discontinuer. De nouvelles exploitations se sont ouvertes en 2012 aussi et ont commencé à livrer des œufs suisses, qui sont très appréciés. La part de marché dépasse déjà 52%. Comme les prix des aliments ont fortement augmenté en Europe, le différentiel de prix avec la Suisse s'est progressivement amenuisé, une chance à saisir pour la production suisse. La planification

de la production est en outre optimisée de manière à concentrer les deux tiers de la production sur les fêtes de fin d'année et sur Pâques.

Lait: «À l'ouest, rien de nouveau»

Si 2011 avait amené une certaine stabilisation des prix par rapport à 2010, la pression sur ces prix est redevenue plus forte en 2012. Selon l'Observation du marché de l'Office fédéral de l'agriculture, le prix moyen du lait de centrale avait chuté à 55.5 centimes par kilo en mai, soit en dessous du niveau le plus bas, qui datait de mai 2010 (56.3 centimes). Une des raisons de ce recul est la tendance baissière des prix du lait en Europe. En Suisse, le fort taux de change du franc a posé problème au niveau des exportations.

Figure 4: La quantité de lait a poursuivi sa progression et le prix son recul.

Quantité de lait et prix du lait, en cumulé et en moyenne.

Source: TSM Fiduciaire Sàrl et Observation du marché de l'OFAG.

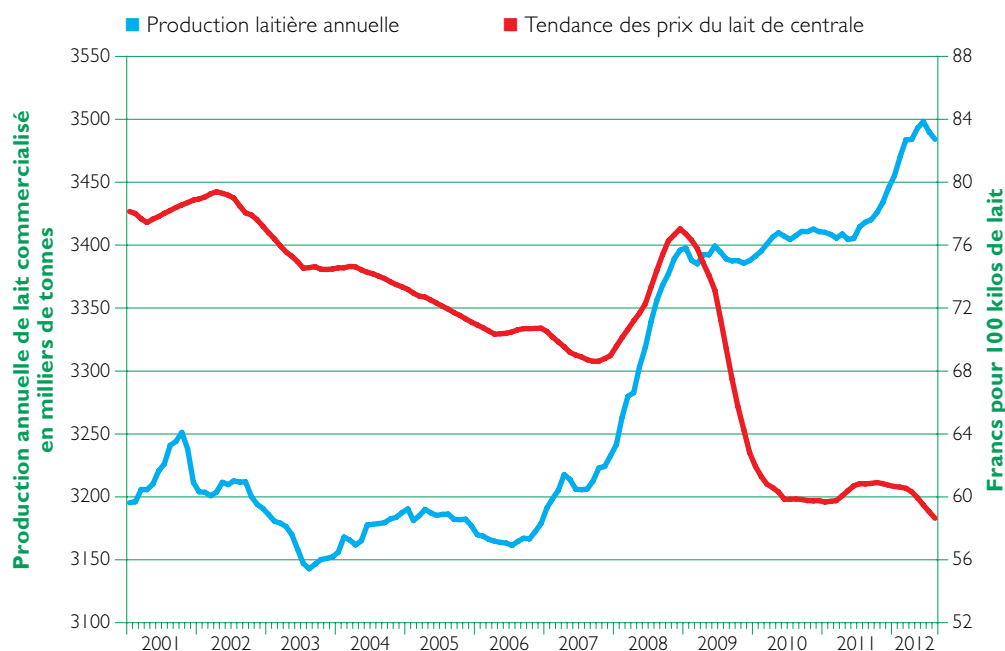




Tableau 1 : La valeur de la production agricole a baissé de 1,9% en 2012, atteignant 9,974 milliards de francs.

Comptes économiques de l'agriculture (2000 – 2012); en millions de francs arrondis. Sources: OFS, USP.

Rubriques	2000	2005	2011	2012 ^a	Variation en %		
					2000 – 2012 ^b (période)	2000 – 2012 ^b (par année)	2011 – 2012 ^c (par année)
Compte de production							
Céréales	620	449	388	366	-45,6	-3,8	-5,5
dont: Blé, seigle	361	264	261	244	-37,9	-3,2	-6,5
Plantes industrielles	263	285	288	266	-7,1	-0,6	-7,6
dont: Oléagineux	66	88	95	91	27,0	2,3	-4,4
Betteraves sucrières	166	155	159	142	-21,1	-1,8	-10,4
Plantes fourragères	1 346	1 169	969	1 027	-29,8	-2,5	6,0
dont: Maïs fourrager	168	192	167	133	-27,3	-2,3	-20,5
Produits maraîchers et horticoles	1 337	1 268	1 446	1 414	-2,7	-0,2	-2,2
dont: Légumes frais	468	529	671	648	27,3	2,3	-3,5
Plantes et fleurs	869	740	774	766	-18,9	-1,6	-1,1
Pommes de terre	207	177	188	175	-22,2	-1,8	-6,9
Fruits	643	496	569	504	-28,0	-2,3	-11,4
dont: Fruits frais	365	283	354	293	-26,3	-2,2	-17,4
Raisins	278	214	214	211	-30,1	-2,5	-1,5
Vins	438	413	432	423	-11,1	-0,9	-2,0
Total production végétale	4 883	4 286	4 333	4 231	-20,3	-1,7	-2,4
Animaux	2 538	2 425	2 445	2 402	-12,9	-1,1	-1,7
dont: Bovins	1 197	1 178	1 244	1 255	-3,5	-0,3	0,9
Porcins	1 086	975	887	822	-30,4	-2,5	-7,3
Volailles	183	206	254	267	34,5	2,9	5,1
Produits animaux	2 748	2 517	2 370	2 330	-22,0	-1,8	-1,7
dont: Lait	2 563	2 329	2 153	2 119	-23,9	-2,0	-1,6
Œufs	178	180	204	206	6,5	0,5	1,0
Total production animale	5 286	4 942	4 815	4 732	-17,7	-1,5	-1,7
Production de services agricoles	560	638	663	668	9,8	0,8	0,9
Activités secondaires non agricoles (non séparables)	358	293	355	343	-11,8	-1,0	-3,3
dont: Transformation de produits agricoles	186	193	203	190	-5,9	-0,5	-6,3
Total production de la branche agricole (a)	11 087	10 160	10 166	9 974	-17,2	-1,4	-1,9



Tableau I (suite)

Rubriques	2000	2005	2011	2012 ^a	Variation en %		
					2000 – 2012 ^b (période)	2000 – 2012 ^b (par année)	2011 – 2012 ^c (par année)
Compte de production							
Total production de la branche agricole (a)	11 087	10 160	10 166	9 974	-17,2	-1,4	-1,9
Consommation intermédiaire (b)	6 264	6 105	6 331	6 292	-7,6	-0,6	-0,6
dont: Semences et plants	343	304	318	313	-15,9	-1,3	-1,6
Energie et lubrifiants	402	433	477	489	12,0	1,0	2,4
Engrais et amendements	142	184	204	205	32,8	2,7	0,1
Produits de protection des cultures et antiparasitaires	133	126	126	125	-13,3	-1,1	-1,3
Vétérinaire et médicaments vétérinaires	161	181	203	203	15,8	1,3	-0,1
Fourrages	2 925	2 559	2 490	2 450	-23,0	-1,9	-1,6
Entretien des machines et appareils	381	462	510	511	23,4	2,0	0,0
Entretien des bâtiments	121	189	209	204	55,5	4,6	-2,4
Services agricoles	560	638	663	668	9,8	0,8	0,9
Valeur ajoutée brute aux prix de base (c=a-b)	4 823	4 055	3 835	3 682	-29,8	-2,5	-4,0
Consommation de capital fixe (d)	1 978	2 059	2 129	2 099	-2,4	-0,2	-1,4
dont: Biens d'équipement	1 013	1 079	1 118	1 109	0,7	0,1	-0,8
Constructions	853	856	882	859	-7,4	-0,6	-2,7
Valeur ajoutée nette aux prix de base (e=c-d)	2 845	1 996	1 706	1 582	-48,8	-4,1	-7,2
Rémunération des salariés (f)	1 166	1 193	1 260	1 242	-2,1	-0,2	-1,4
Autres impôts sur la production (g)	109	141	158	167	41,7	3,5	5,9
Autres subventions (h)	2 220	2 571	2 912	2 926	21,3	1,8	0,5
Revenu des facteurs (i=e-g+h)	4 956	4 425	4 460	4 341	-19,4	-1,6	-2,7
Excédent net d'exploitation / Revenu mixte (j=e-f-g+h)	3 790	3 232	3 200	3 100	-24,8	-2,1	-3,1
Compte du revenu d'entreprise							
Fermages (k)	218	226	234	235	-1,1	-0,1	0,2
Intérêts à payer (l)	246	239	243	241	-9,7	-0,8	-0,7
Intérêts à recevoir (m)	33	10	11	9	-74,1	-6,2	-17,9
Revenu net d'entreprise (n=j-k-l+m)	3 359	2 777	2 734	2 633	-27,9	-2,3	-3,7
Éléments du compte de capital							
Formation brute de capital fixe (o)	1 671	1 535	1 605	1 643	-9,6	-0,8	2,3
Formation nette de capital fixe (p=o-d)	-307	-524	-524	-457			
Variations des stocks	19	-12	-60	26			
Transfert en capital	106	104	110	116	0,2	0,0	5,0
Compensation nette de la TVA	-56	-74	-92	-101			

a estimation b en %, rubrique prix courant à pouvoir d'achat constant pondéré ISPC (mai 2000 = 100) c en % aux prix courants





Si celles de fromage ont gagné en volume, les prix moyens du commerce extérieur étaient néanmoins en baisse constante. La force du franc suisse a également encouragé les achats transfrontaliers, ce qui a nui aux ventes dans le pays. Dans le même temps, la production en Suisse poursuivait sa croissance (Fig. 4). L'Interprofession du lait (IP Lait) s'est notamment occupée des conditions qui permettraient un éventuel retour de la Fédération des Producteurs Suisses de Lait (PSL) dans ses rangs. Il est prévu d'attribuer deux sièges du comité de l'interprofession à la Fédération des PSL en novembre et d'en créer un troisième à son intention au printemps 2013. Cela répondrait à l'exigence de trois sièges de ladite fédération. En 2012, l'IP Lait n'est pas non plus parvenue à maîtriser le problème de la segmentation du lait. Elle n'a par ailleurs plus fixé de prix indicatif pour le lait A depuis juillet de cette année, parce qu'elle a été dans l'incapacité de réunir un consensus sur ce sujet. La méthode de calcul du prix indicatif du lait A doit donc être revue, de manière à ce qu'il soit de nouveau possible de le fixer à partir de 2013. L'IP Lait n'a fait que des progrès insignifiants en 2012 et elle continue à se débattre pour survivre.

A2 LES COMPTES ÉCONOMIQUES DE L'AGRICULTURE

La valeur de la production agricole s'est élevée à 9,974 milliards de francs en 2012, soit une baisse de 1,9% par rapport à l'année précédente, d'après les estimations de l'Office fédéral de la statistique. 47,4% provenaient de la production animale et 42,4% de la production végétale et le solde de 10,2% des

services et des activités accessoires non-agricoles (Tab. 1).

Cette année, la production végétale a enregistré des rendements inférieurs à ceux de l'excellente année 2011. Dans nombre de régions, la longue période de froid hivernal et les fréquentes mouilles printanières ont provoqué des dégâts dans les cultures hivernantes. Les prix à la production sont restés plus ou moins stables. Pour la première fois depuis des années, les surfaces de céréales panifiables ont augmenté. La moisson a été nettement moins abondante que l'année précédente, mais la qualité était au rendez-vous. Même si les autres grandes cultures n'ont pas atteint les rendements élevés de 2011, les quantités et la qualité étaient la plupart du temps satisfaisantes. Le rendement total de la production végétale a baissé de 2,4% par rapport à 2011. Les deux principaux marchés de la production animale ne se sont pas remis d'aplomb. L'offre abondante de porcs de boucherie et la forte production laitière ont fait pression sur les prix à la production durant presque toute l'année. Les marchés de la viande bovine et de la viande ovine ont en revanche été équilibrés. Les débouchés pour la volaille indigène sont restés bons et le nombre d'abattages de poulets a poursuivi sa progression. La production d'œufs a été estimée légèrement supérieure à celle de 2011 et le marché des œufs est resté sain durant toute l'année. La valeur de la production animale a continué à baisser (-1,7%).

Les recettes tirées des services, comme les travaux pour des tiers (semis et récolte), ont continuellement augmenté ces dernières années. La valeur des activités accessoires non-agricoles indissociables, comme la transformation à la ferme des fruits à cidre, de la

viande ou du lait, l'entretien des bords de route et du paysage, la garde de chevaux en pensions ou l'agritourisme, a été estimée inférieure à celle de l'année précédente, en raison surtout de la baisse de la récolte fruitière.

Les ventes d'aliments mélangés ont été légèrement supérieures en volume à celles de l'année précédente. Les sous-produits des grandes cultures, l'ensilage de maïs et les importations de fourrages grossiers ont été inférieurs à 2011. La bonne récolte de fourrages grossiers a fait baisser les prix du foin. La baisse massive des récoltes de maïs, de soja et de blé aux États-Unis a renchéri fortement les prix des ingrédients des aliments mélangés. En Suisse, le prix des concentrés a ainsi connu une nette hausse au cours du troisième trimestre. Les achats de fourrage ont provoqué une hausse des coûts, alors que les estimations de la valeur des fourrages produits à la ferme étaient inférieures. Ces derniers sont une contre-écriture tirée de la valeur de la production.

Les prix des produits pétroliers ont poursuivi leur hausse, d'où un surcroît de dépenses pour l'énergie et les lubrifiants. Les coûts des fertilisants sont restés au niveau élevé de l'année précédente. Ceux des semences et des plantons ont baissé du fait des volumes. Depuis 2011, les frais de vétérinaire et de médicaments ont baissé. Les frais d'entretien des machines et des outils sont restés constants et les dépenses pour les autres marchandises et les services ont légèrement reculé, en raison notamment des prévisions négatives en matière de renchérissement pour 2012.

Les dépenses légèrement inférieures pour les consommations préalables (-0,6%) n'ont



pas compensé la baisse plus importante de la valeur de la production agricole (-1,9%), si bien que la valeur ajoutée brute a baissé de 4,0% en 2012, et atteint 3,682 milliards de francs.

Comme les amortissements sont estimés par rapport aux prix d'acquisition (prix de remplacement), l'évolution des prix des biens d'investissement joue un rôle important. Les prix de la construction sont restés stables et ceux des équipements (véhicules et machines) ont baissé par rapport à 2011.

Les amortissements n'ayant que légèrement baissé, la faible valeur ajoutée brute se reflète dans la valeur ajoutée nette, qui s'élève à 1,582 milliard de francs (-7,2%). Si l'on en déduit d'autres coûts de production comme les dépenses salariales et les intérêts bancaires et que l'on y ajoute les transferts financiers en faveur de l'agriculture, on obtient le revenu net d'entreprise, qui s'est élevé à 2,633 milliards de francs, soit une baisse de 3,7% par rapport à 2011. En parité du pouvoir d'achat, le revenu net d'entreprise a baissé de 2,3% par an ou 27,9% de 2000 à 2012.

A3 SITUATION DES REVENUS ET ANALYSE DE PARAMÈTRES ÉCONOMIQUES

Grâce aux rendements élevés et aux prix stables dans la production végétale, les revenus agricoles se sont redressés dans

1 Dépouillement centralisé des données comptables, Rapport de base, div. années, Agroscope Reckenholz Tänikon ART

l'ensemble en 2011 par rapport à l'année précédente. Les résultats présentent toutefois d'importantes différences d'une région à l'autre. Les divers types d'exploitations ne profitent d'ailleurs pas tous dans une même mesure de cette amélioration. La partie A3 analyse les résultats de l'année 2011 sous l'angle de la gestion d'entreprise, en s'appuyant sur les données comptables des exploitations. Dans ce contexte, l'accent est mis sur la capacité économique des exploitations. De plus, cette partie inclut une estimation des résultats escomptés des exploitations pour 2012.

Analyse de la capacité économique des exploitations

Les exploitations participant au «dépouillement centralisé» constituent la principale source pour une analyse de la situation sous l'angle de la gestion d'entreprise. La station de recherche Agroscope (ART) recueille

chaque année les boucllements comptables de quelque 3000 exploitations agricoles et publie les résultats de leur dépouillement dans son rapport de base.¹ Ces exploitations de référence donnent une image fidèle de la situation de près de 50000 exploitations en Suisse, soit de plus de 90% de la production agricole. L'évaluation de la situation économique des exploitations se base sur les paramètres suivants:

- le revenu agricole
- le revenu du travail de la main-d'œuvre familiale par rapport au reste de l'économie
- la formation / la diminution de fonds propres
- le degré de couverture des immobilisations 2
- le degré de financement étranger
- le facteur d'endettement
- la rentabilité du capital total
- la rentabilité des fonds propres

Figure 5: Evolution du revenu agricole et du revenu du travail.

Source: Dépouillement centralisé des données comptables, Rapport de base, ART. Estimation 2012: USP.

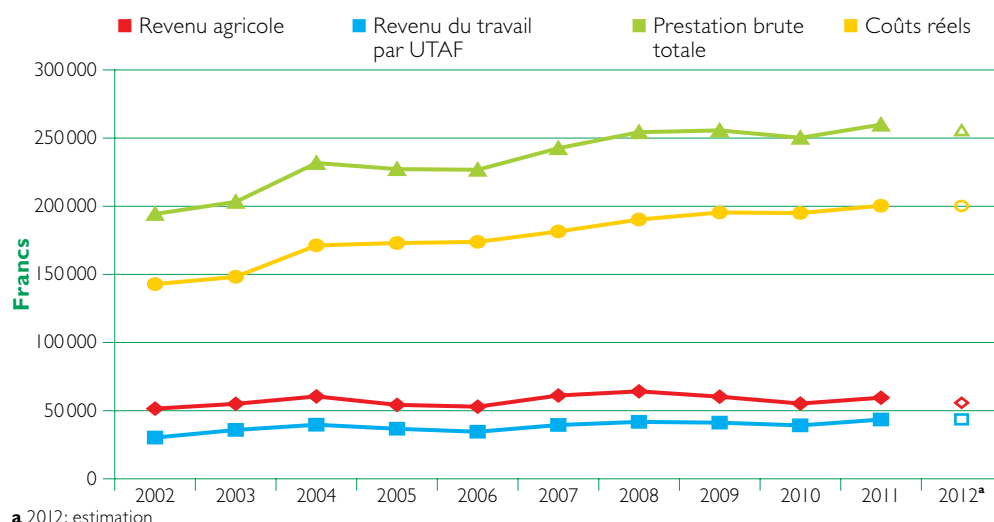




Tableau 2: Du revenu agricole au revenu de travail 2011.

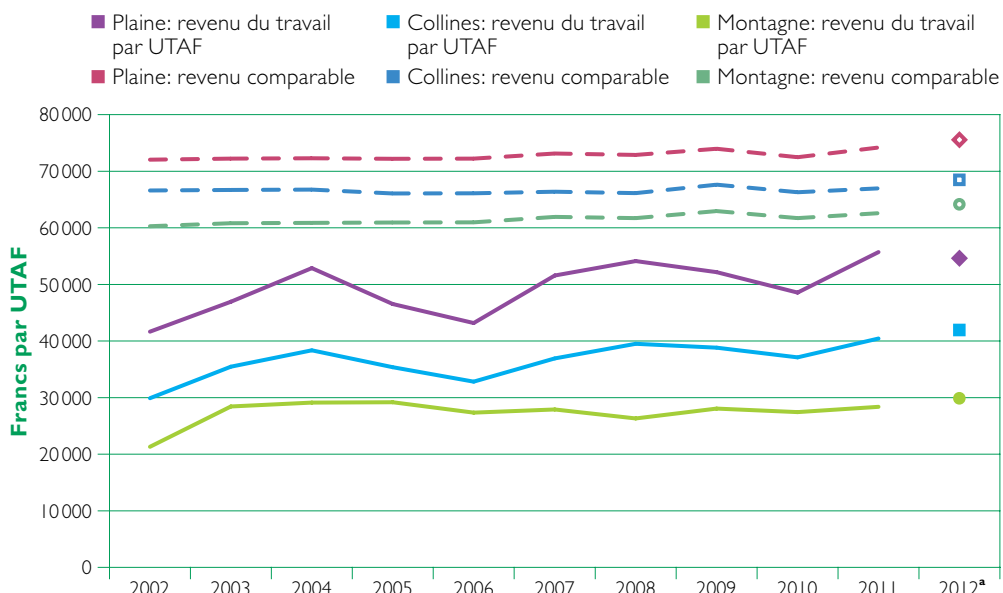
Source: Dépouillement centralisé des données comptables, Rapport de base 2011, ART.

		Toutes	Plaine	Collines	Montagne
Revenu agricole	CHF	59 474	71 660	56 046	42 483
- Intérêt calculé du capital propre de l'exploitation (1,48%) ^a	CHF	6 879	7 821	6 506	5 675
= Revenu du travail de la main-d'œuvre familiale	CHF	52 595	63 839	49 540	36 808
/ Unités de main-d'œuvre familiale	UTAF	1.21	1.15	1.22	1.30
= Revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale (moyenne)	CHF/UTAF	43 507	55 696	40 444	28 356
= Revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale (médiane) ^b	CHF/UTAF	39 020	52 324	37 199	25 562
Salaire comparable		-	74 199	66 963	62 588
Part d'exploitations avec RT/UTAF >= salaire comparable	%	21,9	30,4	18,1	11,6
Part d'exploitations avec RT/UTAF < 0	%	9,0	6,2	10,1	12,7

^a Le taux de référence retenu pour déterminer les intérêts rémunérant les fonds propres correspond au rendement des obligations à dix ans de la Confédération. Celui-ci s'élevait à 1,48% en 2011.

^b Moyenne voir aussi la note de bas de page n° 4

Figure 6: Revenu du travail et salaires comparables, corrigés du renchérissement, aux prix de 2011. Sources: Dépouillement centralisé des données comptables, Rapport de base ART. Salaires comparables: enquête de l'OFS sur la structure des salaires; renchérissement: indice suisse des prix à la consommation (IPC), OFS. Estimation 2012: USP.



^a 2012: estimation

Le revenu agricole correspond à la différence entre la prestation brute et les coûts réels et sert à rémunérer les facteurs propres que sont le travail et le capital. En faisant intervenir un taux d'intérêt calculé pour rémunérer les fonds propres investis dans l'exploitation, il est possible de déterminer le revenu du travail de la main-d'œuvre familiale.²

Entre 2002 et 2012, la prestation brute nominale a progressé de l'ordre de 25%, passant d'environ 200 000 à 250 000 francs par exploitation. Comme les coûts réels ont connu une hausse constante durant cette même période (Fig. 5), les revenus agricoles ne se sont guère améliorés. La légère augmentation du revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale s'explique par la réduction des unités de main-d'œuvre et la baisse des taux d'intérêt rémunérant les fonds propres.

La mise en rapport du revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale et du salaire comparable dans les autres secteurs de l'économie permet de prendre la mesure de la durabilité sociale dans l'agriculture.³ La

² Le taux de référence retenu pour déterminer les intérêts rémunérant les fonds propres correspond au rendement des obligations à dix ans de la Confédération. Celui-ci s'élevait à 1,48% en 2011.

³ Les salaires comparables des autres secteurs de l'économie sont relevés par l'Office fédéral de la statistique (OFS). En cas de comparaisons directes, il sied de tenir compte du fait que la population paysanne dispose d'un logement meilleur marché, qu'elle ne doit pas effectuer de longs trajets pour aller au travail et qu'elle peut, dans une certaine mesure, se nourrir de sa propre production. En revanche, à la différence d'un salarié moyen dans l'industrie ou les services, les agriculteurs passent plus de temps au travail, avec des horaires très variables sur l'ensemble de l'année, et ils doivent assumer un risque d'entreprise plus important.

médiane⁴ du revenu du travail de toutes les unités de main-d'œuvre familiale agricole s'élevait à 39 020 francs en 2011 (Tab. 2).

Toutes régions confondues, même lors d'une bonne année comme en 2011, seule une exploitation sur cinq parvient à obtenir un salaire comparable (Fig. 6). Les écarts de revenu s'avèrent encore plus marqués dans la zone de montagne: là-bas, seulement 10% des exploitations dépassaient ce seuil. Le vrai drame, toutefois, c'est que presque 10% de toutes les exploitations n'ont dégagé aucun revenu du travail, voire affiché un revenu du travail négatif en 2011. La tendance pluriannuelle montre même une légère augmentation des exploitations dans cette situation.

Les exploitations doivent dégager un revenu suffisant afin d'assurer une consommation privée adéquate à la famille et d'améliorer le niveau de fonds propres. En moyenne globale, les exploitations ont affiché une formation de fonds propres positive de 18 000 francs en 2011 (Tab. 3).

Un tiers des exploitations a cependant subi une diminution de fonds propres. Parmi les exploitations confrontées à une diminution des fonds propres, 10% ont sacrifié plus de 20 000 francs de fonds propres en 2011. C'est un constat alarmant! En effet, à long terme, ces exploitations ne disposeront pas de provisions pour leur développement et d'économies pour la retraite.

⁴ Médiane: il s'agit d'une valeur qui partage un échantillon en deux groupes de tailles égales. Dans le cas présent, cela signifie que la moitié des exploitations dégagent un revenu supérieur et l'autre moitié un revenu inférieur à cette valeur. En général, les médianes sont utilisées pour comparer les revenus de deux groupes différents.

Le bilan permet de connaître les éléments de fortune d'une exploitation et de savoir qui en assure le financement. Il donne donc, entre autres, des renseignements quant à une dépendance de bailleurs de fonds étrangers.

Le paramètre «degré de couverture des immobilisations II» sert à vérifier l'adéquation entre les échéances de financement et la structure de la fortune. Le facteur d'endettement confronte la capacité bénéficiaire avec

Tableau 3: Du revenu agricole à la modification des fonds propres 2011.

Source: Dépouillement centralisé des données comptables, Rapport de base 2011, ART.

		Toutes	Plaine	Collines	Montagne
Revenu agricole (RA)	CHF	59 474	71 660	56 046	42 483
+ Revenu extra-agricole	CHF	26 737	26 007	27 818	26 876
= Revenu total (RT)	CHF	86 211	97 666	83 864	69 359
- Consommation privée de la famille	CHF	72 113	79 382	70 310	61 735
= Formation de fonds propres	CHF	14 098	18 284	13 554	7 624
+ Mouvement financier avec le compte privé	CHF	3 898	5 009	-90	6 036
= Modification des fonds propres	CHF	17 996	23 294	13 465	13 660
Part d'exploitations avec formation % de fonds propres négative		34	31	33	41

Tableau 4: Solidité des exploitations agricoles 2011.

Source: Dépouillement centralisé des données comptables, Rapport de base 2011, ART.

Chiffres-clés	Unité	Toutes	Plaine	Collines	Montagne
Degré de couverture des immobilisations 2	%	119	120	117	117
Degré de financement étranger	%	44	44	46	44
Facteur d'endettement	années	5.45	5.25	5.71	5.58
	Critère	Proportion des exploitations en 2011			
Degré de couverture des immobilisations 2	< 100%	4,3%	3,3%	4,3%	5,3%
Degré de financement étranger	< 33%	19,9%	18,9%	22,0%	19,5%
Facteur d'endettement	> 10 ans	32,2%	31,4%	32,4%	33,5%

Tableau 5: La rentabilité des exploitations en 2011.

Source: Dépouillement centralisé des données comptables, Rapport de base 2011, ART.

Chiffres-clés	Unité	Toutes	Plaine	Collines	Montagne
Rentabilité du capital total	%	-2,0	-0,6	-2,3	-4,9
Rentabilité des fonds propres	%	-5,1	-2,5	-5,9	-10,1
	Critère	Proportion des exploitations en 2011			
Rentabilité du capital total	> 1,48%	19,9%	27,4%	17,4%	9,7%
Rentabilité des fonds propres	> 1,48%	27,5%	36,4%	23,0%	17,2%



l'endettement effectif. Il se base sur le calcul d'une durée hypothétique du remboursement des dettes, en supposant que l'exploitation peut utiliser l'intégralité du cash-flow pour l'amortissement financier.⁵ Ensemble, ces trois paramètres servent à vérifier la solidité du financement d'une exploitation (Tab. 4).

Le facteur d'endettement constitue un problème pour bon nombre d'exploitations en raison de leur capacité bénéficiaire trop faible. Presque un tiers d'entre elles dégagent un cash-flow si faible et/ou ont des dettes tellement importantes que dix ans ne suffiraient pas pour les rembourser – même en utilisant la totalité du cash-flow à cet effet. Cette capacité bénéficiaire insuffisante se reflète aussi dans une faible rentabilité du capital. La rentabilité du capital total mesure la rentabilité du capital étranger et des fonds propres immobilisés dans l'exploitation en considérant le rapport entre le rendement net et l'actif de l'exploitation. Le rendement net représente une valeur calculée pour rémunérer la main-d'œuvre familiale non salariée à hauteur des salaires comparables (prétention de salaire).⁶ La même hypothèse s'applique aussi à la rentabilité des fonds propres. Pour soutenir la concurrence avec le reste de l'économie, le capital investi doit offrir un rendement comparable. C'est le rendement des obligations à dix ans de la Confédération (1,48%)⁷ qui sert de valeur-seuil afin d'apprécier ces deux paramètres (Tab. 5).

Même dans une bonne année comme en 2011, il s'en faut encore de beaucoup que la rentabilité des capitaux investis se montre économiquement durable: seule une exploitation sur cinq aurait été en mesure d'offrir, outre une rémunération correcte du travail,

un rendement adéquat du capital investi en 2011.

Les résultats attendus pour l'exercice 2012

L'Union suisse des paysans réalise chaque année des estimations des quantités de production et des prix pour l'exercice en cours (A1 et A2). Conjuguées aux données du Dépouillement centralisé, celles-ci permettent d'établir des projections économiques afférentes aux exploitations pour 2012.⁸

Ces estimations tablent, toutes exploitations confondues, sur une baisse du revenu agricole de 6,3% à 55 744 francs (Fig. 5). Les exploitations de plaine affichent le recul le plus net, tandis que celles de montagne enregistrent la baisse la plus faible (2,3%).⁹ Cette diminution touchant en moyenne toutes les exploitations ne peut plus être mise en évidence au niveau du revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale (Fig. 6). Il s'agit d'une conséquence de la forte baisse des intérêts (calculés) sur les fonds propres investis dans l'exploitation (-54%)¹⁰. Les familles paysannes ne peuvent profiter dans l'immédiat du revenu du travail resté constant, car leurs possibilités de consommation et d'épargne sont déterminées par la hauteur du revenu agricole à court ou moyen terme. Les estimations ci-dessus se fondent sur les hypothèses suivantes quant à l'évolution de la production et des prix en 2012: la légère baisse du revenu agricole par rapport à l'année précédente tient à une prestation brute un peu moins importante, surtout dans la production végétale. Les quantités récoltées s'avèrent moins abondantes qu'en 2011, une année qui fut supérieure à la normale, tandis que les prix demeurent assez stables

dans l'ensemble. Le temps plutôt humide a toutefois profité aux fourrages grossiers, qui donnent de bons rendements.

Pour la prestation de la production animale en 2012, les estimations prévoient une baisse d'un pour cent par rapport à 2011. La production porcine a souffert d'une offre excédentaire, ce qui se traduit par un effondrement des prix dans nos prévisions, tant dans l'élevage que dans l'engraissement de porcs. Le marché du lait souffre d'une situation similaire, ce qui aura aussi des répercussions négatives sur les recettes des producteurs de lait. L'effondrement des prix du lait n'a cependant pas été aussi dramatique que dans le cas des porcs. Les quelques signes de détente apparus dans la seconde moitié de l'année pour les stocks pleins à craquer de beurre et de poudre de lait ont sans doute aussi contribué à réduire le choc.

Les charges réelles sont restées presque stables (-0,1%). Les charges pour l'élevage

⁵ Le facteur d'endettement est considéré ici de façon statique, c'est-à-dire sans tenir compte du renchérissement et de l'escompte. Les formules pour calculer tous les paramètres figurant au présent chapitre se trouvent à l'annexe 1.

⁶ Salaires comparables : voir tableau 2.

⁷ A ce sujet, voir également «Intérêt calculé du capital propre de l'exploitation» au tableau 2.

⁸ Les bouclements comptables de 2012 n'étaient pas encore disponibles à la mise sous presse du présent rapport.

⁹ Cela tient essentiellement au fait que la part de paiements directs augmente avec l'altitude.

¹⁰ Motif: arrimage de l'intérêt calculé du capital propre aux intérêts des obligations de la Confédération. (Taux d'intérêt des obligations de caisse pour une durée de 10 ans: 2011 = 1,48%. Moyenne de jan. à sept. 2012: 0,67%)



(aliments pour animaux, litière), les carburants et le personnel ont connu une légère hausse. Cette hausse est en partie compensée par des charges moindres dans la production végétale et le bas taux d'intérêt pour les biens d'investissement.

Conclusion

L'année 2012 pourrait entrer comme une année positive dans les statistiques sous l'angle du revenu du travail. Les agriculteurs risquent de ne pas partager ce point de vue, car c'est le revenu agricole, quant à lui en légère baisse, qui détermine leurs possibilités de consommation et d'épargne. Corrigé du renchérissement, celui-ci n'affiche aucune progression depuis des années.

L'écart entre les revenus dans l'agriculture et le reste de la population demeure important et, par conséquent, il serait exagéré de faire passer la hausse calculée du revenu du travail pour un succès.





Partie B

Comment la Suisse se nourrit-elle?





Partie B: Comment la Suisse se nourrit-elle?

26

«On est ce que l'on mange», dit l'adage. Les effets positifs d'une alimentation saine sur le corps et l'esprit sont indiscutables. D'après l'Office fédéral de la santé publique, la mauvaise alimentation représente la plus grande menace pour notre santé: elle serait 100 fois plus dangereuse que les risques microbiologiques ou chimiques!¹¹ Mais que faut-il déduire, au sens figuré, de ce dicton? Auto-provisionnement, importations de denrées alimentaires, achats transfrontaliers, consommation de produits de saison, lignes bon marché et produits bio: tout cela

fait partie de la problématique associée à la question: comment la Suisse se nourrit-elle?

La question porte très loin. Le présent rapport se concentrera donc sur quelques aspects choisis. Une alimentation équilibrée est capitale pour rester en bonne santé. Mais dans quelle mesure les Suisses influent-ils, de par leur comportement de consommation, sur le choix des produits qui garnissent les étagères, voire sur le cadre politique? Le présent rapport de situation analyse la consommation alimentaire des Suisses et en tire des

conclusions pour l'agriculture indigène. Il est divisé en trois grands chapitres:

- La partie B1, consacrée à la question «D'où notre nourriture provient-elle?», propose une analyse quantitative des données statistiques sur la provenance des aliments consommés en Suisse et sur le taux d'auto-provisionnement. Les problématiques des achats transfrontaliers et des importations d'aliments fourragers sont évoquées en marge.
- La partie B2 s'intéresse aux modes et aux tendances de la consommation ali-

Tableau 6: Approvisionnement en denrées alimentaires en 2000 et en 2010.

Groupes d'aliments classés par énergie alimentaire assimilable. Source: USP Statistique.

Groupe d'aliments	Consommation		Proportion du groupe d'aliments à la consommation totale en %		Production indigène		Proportion de la production indigène à la consommation du groupe d'aliments en %	
	Térajoules	Térajoules	2000	2010	Térajoules	Térajoules	2000	2010
Céréales	8 646	8 554	23,3	21,5	4 805	4 723	56	55
Pommes de terre, amidon	951	1 119	2,6	2,8	863	959	91	86
Sucre, sirop, miel	5 243	5 532	14,1	13,9	3 691	3 646	70	66
Légumineuses, cacao	981	1 050	2,6	2,6	62	25	6	2
Légumes	724	843	2,0	2,1	362	377	50	45
Fruits	1 660	1 741	4,5	4,4	877	468	53	27
Graisses et huiles végétales	4 158	5 730	11,2	14,4	805	1 059	19	19
Boissons	1 942	2 014	5,2	5,1	460	371	24	18
Denrées alimentaires d'origine végétale	24 305	26 583	65,6	66,9	11 925	11 628	49	44
Viande	4 447	4 881	12,0	12,3	3 740	4 225	84	87
Oeufs	463	533	1,2	1,3	222	248	48	47
Poissons et fruits de mer	360	447	1,0	1,1	5	4	1	1
Lait (beurre compris)	6 843	7 215	18,5	18,2	7 071	7 858	103	109
Graisses animales (sans beurre)	656	81	1,8	0,2	577	30	88	37
Denrées alimentaires d'origine animale	12 769	13 157	34,4	33,1	11 615	12 365	91	94



mentaire. Où les Suisses consomment-ils? Que consomment-ils? Quelles motivations guident leurs achats? Le problème du gaspillage d'aliments est également abordé.

- La partie B3 est dédiée à une réflexion sur les attentes des consommatrices et des consommateurs à l'égard de l'alimentation et des produits alimentaires. Cette réflexion est basée sur un questionnaire puis une discussion avec deux organisations de défense des consommateurs, dont les résultats sont présentés. Le chapitre ouvre aussi la discussion sur le potentiel de l'agriculture à satisfaire ces attentes.

Le rapport se conclut par la partie B4, une évocation des possibilités dont dispose l'agriculture suisse pour anticiper encore mieux les attentes des consommateurs, ainsi que les conséquences que cela implique pour les thèmes d'actualité de la politique agricole.

B I D'OU NOTRE NOURRI-TURE PROVIENT-ELLE?

Nos produits alimentaires proviennent en partie de Suisse et en partie de l'étranger. La délimitation n'est pas toujours facile, étant donné que les flux de marchandises au niveau du commerce extérieur sont souvent complexes. Ainsi, de plus en plus de denrées alimentaires et de produits de base sont importés en Suisse, où ils sont transformés, puis réexportés. Un exemple connu est celui de la capsule Nespresso: bien que dans notre pays, il ne pousse pas de caféiers, la Suisse

est un important exportateur net de café, selon la statistique du commerce extérieur. Mais il existe aussi le trafic de perfectionnement passif: la Suisse exporte des matières premières alimentaires qui sont transformées à l'étranger et reviennent finalement en Suisse. C'est ainsi que les vieilles poules pondeuses sont exportées en Allemagne pour y être transformées. Elles reviennent en Suisse sous forme de viande et de charcuterie pour la vente et la consommation. La balance commerciale comporte ainsi un important commerce d'exportation de poules vivantes, dont la plupart reviennent au pays sous forme de nourriture.

En 2010, la Suisse a consommé des aliments équivalant à près de 40 000 térajoules d'énergie assimilable (Tab. 6). La production indigène correspond à 60% de cette consommation, soit quelque 24 000 téra-

joules, dont une petite partie est exportée et n'est plus à disposition. Ne sont pas pris en compte dans cette statistique les achats transfrontaliers dans les pays limitrophes, qui ont fortement augmenté au cours de ces trois dernières années (encadré Achats transfrontaliers).

Vu les conditions naturelles, l'agriculture suisse est fortement axée sur la production de denrées animales. Dans ce domaine, le taux d'auto-provisionnement était en 2010 de 94%. Pour le lait et les produits laitiers, la production dépasse même la demande (109%, beurre compris). La part de la production indigène de viande est également élevée, elle se situe à 87%. Un peu plus de la moitié des œufs proviennent de l'étranger, alors que pour le poisson et les fruits de mer, la dépendance de l'étranger est pratiquement de 100%. En chiffres absolus,

Tableau 7: Principaux pays de provenance des denrées alimentaires importées en 2000 et en 2010. Principaux pays de provenance, par poids importé. Source: USP Statistique.

	2000	2010
Céréales et produits de minoterie	France, Allemagne, Canada	Allemagne, France, Canada
Pommes de terre	Pays-Bas, France, Israël	Pays-Bas, France, Allemagne
Sucre (sans chewing-gum, sucreries ou chocolat blanc)	Allemagne, France, Italie	France, Allemagne, Autriche
Cacao (fèves et pâte / poudre sans ingrédients)	Pays-Bas, Ghana, Equateur	Ghana, Pays-Bas, France
Légumes (sans pommes de terre)	Italie, Espagne, France	Espagne, Italie, France
Fruits	Italie, Espagne, France	Espagne, Italie, France
Café	Brésil, Colombie, Inde	Brésil, Colombie, Vietnam
Graisses et huiles végétale	Espagne, Argentine, Italie	Allemagne, Pays-Bas, Italie
Bière et vin	France, Italie, Espagne	Italie, France, Allemagne
Viande	Chine, Autriche, France	Allemagne, Brésil, France
Oeufs	Allemagne, Pays-Bas, France	Pays-Bas, Allemagne, France
Poisson et fruits de mer	Norvège, France, Danemark	Vietnam, Pays-Bas, France
Lait (beurre compris)	Allemagne, France, Italie	Allemagne, France, Italie

II Office fédéral de la santé publique, 5^e rapport sur la nutrition (2005)





toutefois, les plus grandes quantités importées sont celles d'aliments d'origine végétale. Il s'agit, par ordre décroissant, du sucre, des céréales, des graisses et huiles végétales, du cacao, des fruits, des boissons et des légumes. Pour ce groupe de produits, la part de la production indigène se situe entre 2% (légumineuses) et 81% (sucre).

Entre 2000 et 2010, on constate un glissement des graisses animales vers les graisses végétales. La rubrique «graisses animales» ne comprend aujourd'hui pratiquement plus que le beurre. L'usage de graisses de boucherie a fortement diminué.

Géographiquement parlant, l'alimentation de la population suisse n'est pas très exo-

tique. La majeure partie de nos importations de denrées alimentaires provient des pays européens (Tab. 7). La situation a peu changé entre l'an 2000 et l'an 2012. La Chine a perdu sa première place comme fournisseur de viande (notamment viande de poulet), alors que le Vietnam a pris la tête pour le poisson et les fruits de mer.

La statistique des douanes indiquait jusqu'ici le pays dit de production (encadré Pays de production et de provenance). Pour les denrées alimentaires, cela avait pour effet que les chiffres d'importation des Pays-Bas, en particulier, étaient certainement trop élevés vu que le port de Rotterdam était un point de transit pour de nombreux produits, notamment pour les produits coloniaux et

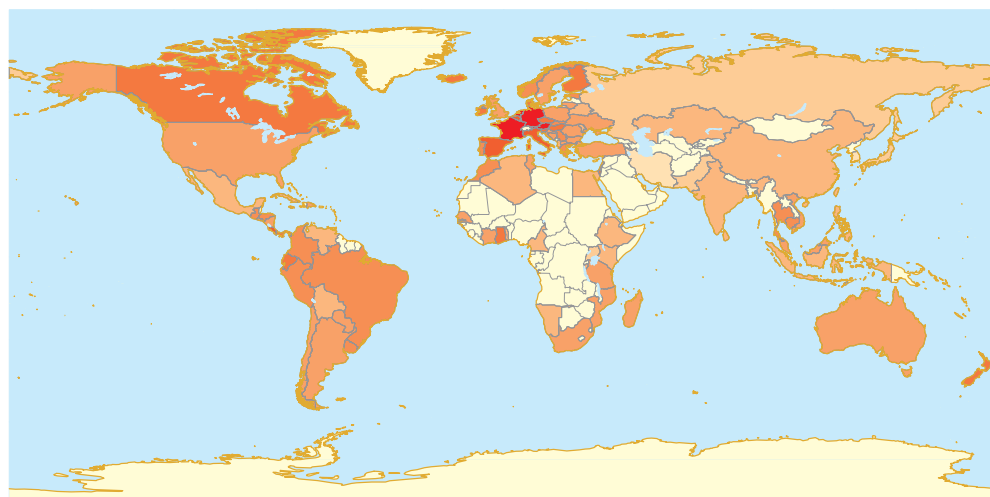
les fruits. D'après la statistique du commerce extérieur, 41% des mangues importées, par exemple, provenaient en 2011 des Pays-Bas. Si les Pays-Bas sont le pays de production au sens de la loi sur les douanes, ils ne sont par contre pas le pays de provenance. De même, pour les fruits ainsi que pour les huiles et les graisses, il est probable que le pays de production ne soit parfois pas les Pays-Bas. Cependant, même avec ces corrections, l'Europe reste le plus important exportateur de denrées alimentaires vers la Suisse (Fig. 7), à quelques exceptions près:

- Poisson (pangasius et crevettes): Vietnam
- Café: Amérique du Sud, Vietnam
- Céréales: Canada
- Huile de palme: Indonésie, Cambodge, Malaisie
- Cacao: Afrique de l'Est
- Denrées alimentaires transformées: Thaïlande

Figure 7: Carte du monde des importations alimentaires en Suisse.

Importations par habitant du pays correspondant en kg.
Source: Commerce extérieur selon la Direction générale des douanes, population selon FAO.

- | | | |
|-------------------------|-------------------------|---------------------------|
| □ < 0,001 kg/hab. | ■ 0,020 – 0,100 kg/hab. | ■ 1,000 – 5,000 kg/hab. |
| ■ 0,001 – 0,005 kg/hab. | ■ 0,100 – 0,500 kg/hab. | ■ 5,000 – 10,000 kg/hab. |
| ■ 0,005 – 0,020 kg/hab. | ■ 0,500 – 1,000 kg/hab. | ■ 10,000 – 21,000 kg/hab. |



Quelles surfaces occupons-nous à l'étranger?

Si l'on déduit la production alimentaire suisse dépendant de l'importation de fourrages (encadré Situation en matière de fourrages), la part de la production indigène en 2010 se réduit de 60 à 52%, soit 21 000 térajoules d'énergie produite sur la base de la surface agricole utile de Suisse (alpages compris). Selon que les alpages sont pris en compte ou non, la surface agricole utile est de 15 000 ou de 10 000 km². La productivité par unité de surface se situe par conséquent en Suisse entre 1,5 et 2,0 térajoules d'énergie assimilable par km² de surface agricole utile.

Il manque environ 19 000 térajoules d'énergie assimilable pour compléter l'approvisionnement du pays. La consommation de la popu-



lation suisse correspond donc à l'étranger pratiquement à la même surface que dans le pays. Selon la base de productivité, cette surface devrait être de 8000 à 15 000 km², voire plus, dans les zones d'exploitation extensive. La FAO estime la surface agricole mondiale à 4,88 milliards d'hectares. Les besoins de la Suisse représentent donc moins d'un pour mille de cette dernière. L'utilisation de l'énergie assimilable pour le classement présente toutefois certains inconvénients:

- Elle dépend fortement de la productivité.
- Certains produits comme le café et le thé ne fournissent pratiquement pas d'énergie, mais nécessitent de grandes surfaces.
- Les poissons et les fruits de mer proviennent surtout de la mer (certains élevages piscicoles et de crevettes nécessitent aussi des surfaces).

Les échanges qualitatifs avec l'étranger prennent de plus en plus d'ampleur: la Suisse exporte des sous-produits de boucherie (langues, abats, etc.) et importe en contrepartie des morceaux nobles (blancs de poulet, aloyaux) (Fig. 8). Ces importations et ces exportations se neutralisent, pour le moins en partie, dans le bilan de l'alimentation. Le grand pouvoir d'achat des consommateurs suisses leur permet littéralement de se réserver les meilleurs morceaux.

B 2 MODES ET TENDANCES ALIMENTAIRES CHEZ LES CONSOMMATEURS

Le Suisse moyen se nourrit de manière diversifiée, comme en témoignent les cartes des restaurants et les rayons des distributeurs. Une quantité de labels encouragent le

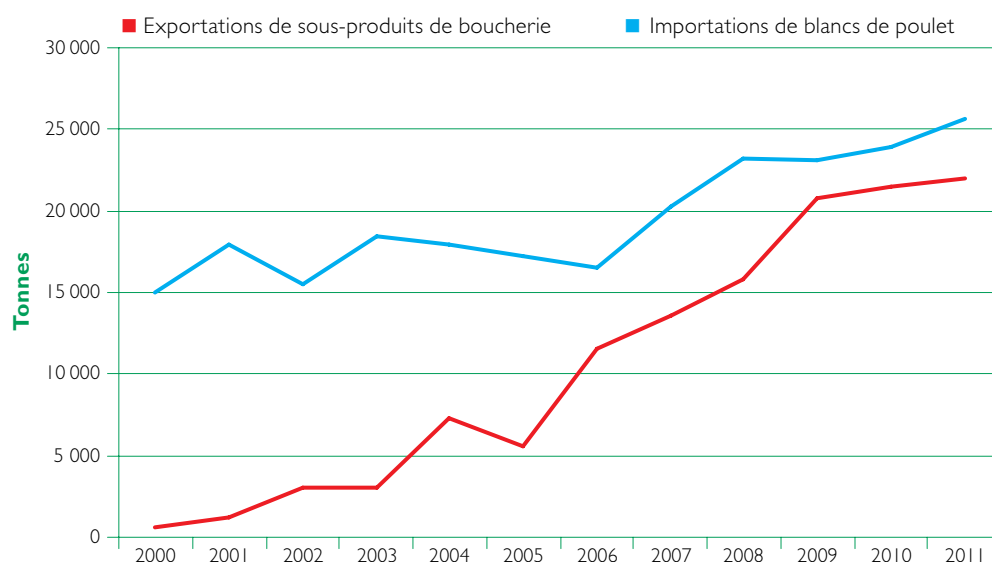
consommateur à acheter ou le perturbent. D'Anna's Best et du yogourt d'alpage au muesli de Weight Watchers et au «Lait de prairie», en passant par le chocolat bio et le café du commerce équitable, on trouve de tout dans les rayons. Chacun compte parmi ses connaissances des adeptes des

marchés, des consommateurs tout-bio, des végétariens, des personnes qui vont faire leurs courses bon marché à l'étranger et des gourmets qui sont prêts à se ruiner pour un fromage à pâte persillée. Souvent, une même personne a des préférences très variables. L'éventail des tendances en est d'autant plus

Pays de production et pays de provenance

Jusqu'à la fin 2011, la douane recensait les biens importés d'après leur pays de production. Le pays de production était celui où le bien était nationalisé en dernier via le dédouanement ou l'admission en franchise de droits de douane. Exemple: si des fruits tropicaux provenant d'Amérique du Sud étaient dédouanés aux Pays-Bas après leur arrivée à Rotterdam, c'étaient les Pays-Bas qui étaient déclarés, pour le commerce extérieur, comme pays de production. À partir du 1^{er} janvier 2012, les biens d'importation sont classés par pays de provenance. Dans l'exemple précité, les fruits tropicaux sont dans chaque cas attribués au pays de provenance en Amérique du Sud. Le nouveau système tend à compliquer un peu les choses pour les importateurs, mais il simplifie l'interprétation des chiffres du commerce extérieur. Il réduit le commerce extérieur avec des pays «de transit», alors que les pays de provenance effectifs prennent de l'importance. Selon les douanes suisses, la Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, la Turquie, la Roumanie et l'Inde y gagnent au change, alors que l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, l'Irlande, l'Italie, la Belgique et l'Autriche seraient perdants.

Figure 8: La Suisse importe toujours plus de viande de choix et exporte les sous-produits d'abattage. Source: Direction générale des douanes.





coloré. Le présent rapport se concentre sur les grands courants valables pour les Suisses en général. Les différences selon l'âge, le sexe ou la région susceptibles de présenter un intérêt ne sont pas incluses dans l'analyse. L'évolution des habitudes de consommation laisse toutefois entrevoir quelques tendances générales: le problème du surpoids, la pro-

gression du ravitaillement hors domicile, le fast-food, le retour à la cuisine traditionnelle et la consommation responsable.

La Suisse grossit

Le 5^e Rapport sur la nutrition en Suisse établi par la Société suisse de nutrition (SSN) a montré en 2005 que 45% des hommes

suisse et 29% des femmes suisses étaient en surpoids. Ces chiffres peuvent paraître modérés en comparaison des États-Unis (2011: 64,5%¹²), mais signifient que la surcharge pondérale est un problème pour près d'un Suisse sur deux et pas tout à fait une Suisse sur trois. La progression du phénomène dans la population suisse correspond à une tendance constatée dans les autres sociétés du monde occidental.

La SSN relève par ailleurs qu'un enfant sur cinq est trop gros. Le rapport attribue cette évolution non seulement à la mauvaise alimentation, mais aussi aux modes de vie sédentaires et à la prédominance des activités effectuées en position assise. Et c'est compréhensible: autrefois, les calories apportées par une alimentation très riche étaient brûlées par les activités physiques et le mouvement. En mangeant de nos jours comme au temps de nos grands-parents, malgré des journées passées devant l'ordinateur, on prend rapidement des kilos. C'est la raison pour laquelle, sur les dix conseils donnés pour contrôler son poids, trois portent sur la pratique du sport. Outre plus de mouvement, on préconise aussi la réduction des graisses et des sucres dans l'alimentation.

Situation fourragère

La Suisse dépend pour la production animale (viande, œufs, lait) d'importations de fourrages. Il s'agit principalement de concentrés, c'est-à-dire d'aliments énergétiques et riches en protéines, comme les céréales fourragères ou les légumineuses. Si l'utilisation des concentrés pour toutes les catégories d'animaux (bovins, porcins et volaille) est restée relativement stable au cours des 20 dernières années, la part importée a fortement augmenté entre 1990 et 2000 de 28% à plus de 50%. Réagissant aux critiques de plus en plus vives de ces importations par la société – celles de soja brésilien, surtout – l'Union suisse des paysans a étudié en 2011 les raisons de cette évolution et réfléchi aux moyens susceptibles de l'enrayer.

La forte croissance de la part des importations par rapport à un volume total resté stable signifie que la production d'aliments concentrés a diminué dans le pays. La production de céréales fourragères en Suisse a effectivement diminué de 40 000 ha, soit de 40%, depuis 1990. La principale cause de ce recul est la politique agricole, qui a réduit l'attrait des cultures de céréales fourragères. Dans le même temps, la Confédération a encouragé l'extensification, si bien que malgré l'augmentation des surfaces de prairies artificielles, la production de fourrages grossiers est restée constante. D'autres décisions politiques, comme l'interdiction d'affourager des farines animales et des déchets de cuisine, ont encore aggravé les problèmes d'auto-provisionnement.

La pression croissante sur les prix dans le secteur agricole exige une hausse de la productivité des

animaux, ce qui a conduit à une augmentation de la consommation d'aliments concentrés par bovin. En comparaison internationale, toutefois, la Suisse a des avantages par rapport aux autres pays: l'utilisation de concentrés par vache laitière est estimée en Suisse de 640 à 710 kg par an, contre 2000 à 2500 kg par vache et par an dans les pays de l'UE.

Il existe différentes démarches pour faire diminuer la dépendance des importations. La mauvaise solution serait de réduire les effectifs du bétail. Premièrement, parce que la Suisse est un pays d'herbages idéal pour la détention d'animaux consommant des fourrages grossiers, dont les bovins font partie. Deuxièmement, parce qu'il faut s'attendre à ce que la demande en denrées alimentaires d'origine animale comme la viande ne baisse pas. Dès lors, si la production indigène venait à reculer, il faudrait importer davantage de viande. Le problème du déficit en termes de durabilité écologique et sociale serait tout simplement déplacé à l'étranger. L'objectif doit être plutôt d'améliorer l'approvisionnement en céréales fourragères et en sources de protéines de provenance indigène. Ce qui n'est possible que via la politique agricole et des incitations adéquates: d'une part, en rendant ces cultures plus intéressantes et, d'autre part, en intensifiant la production de fourrages grossiers. Sur cette thématique aussi, il est impossible d'avoir le beurre et l'argent du beurre, c'est-à-dire d'encourager l'extensification et de renoncer en même temps aux importations de fourrages. À moins que les habitudes de consommation ne changent elles aussi.

¹² www.foodnews.ch

¹³ Bilan alimentaire de la Suisse 2011, USP

¹⁴ Recensement fédéral de la population 2000 – Ménages et familles, Office fédéral de la statistique, février 2005

¹⁵ Coop: tendances en matière d'alimentation et de consommation

¹⁶ Coop 2010: Les Suisses et la cuisine

¹⁷ Les familles en Suisse: rapport statistique 2008, Office fédéral de la statistique, 2008



Il n'est pas facile de dire, à partir des statistiques, ce qui concrètement fait grossir les Suisses. En 2010, on dénote une augmentation à la fois des huiles et des graisses (+9,7%) et des légumes par rapport à la composition de l'alimentation d'il y a 30 ans¹³. Contre toute attente, la consommation de sucre a diminué (-6,5%). Une diminution est également constatée pour la consommation de fruits (-24,6%), de viande (-12,4%), ainsi que de lait et de produits laitiers (-15,8%). La consommation de céréales et de pommes de terre n'a que légèrement fléchi. Pour les boissons, on remarque une diminution de la consommation de vin (-15,4%) et de

bière (-15,8%), laquelle devrait être due à la réduction du plafond d'alcoolémie pour les conducteurs. La consommation de café a, quant à elle, fortement augmenté (46,6%).

Quand la cuisine devient un hobby

Aujourd'hui, 35% des Suisses vivent seuls, alors que dans les années 50, 10% seulement des ménages étaient d'une personne¹⁴. Il est évident que les habitudes de consommation ont évolué en parallèle. Pour nombre de personnes, faire la cuisine chez soi est non plus une corvée obligatoire, mais plutôt un loisir. Dans une étude réalisée en 2010, Coop a identifié 11% des Suisses comme étant des

cuisiniers par plaisir. Les personnes vivant seules choisissent quotidiennement entre la possibilité de manger à l'extérieur ou à domicile, entre être seules à table ou faire la cuisine pour des invités. Un repas sur trois est pris actuellement à l'extérieur¹⁵. Ce qui n'empêche pas que pour 60% des Suisses adultes, un repas chaud fait maison est quelque chose de courant¹⁶. La famille n'est plus au centre de la communauté. Cette évolution est liée au changement du statut de la femme dans la société. En 2004, il n'y avait plus que 20% de femmes au foyer et mères à plein temps¹⁷. La généralisation de l'exercice d'une activité professionnelle hors du domicile laisse de

Achats transfrontaliers

Les montants dépensés par les consommatrices et consommateurs dans le commerce de détail des pays voisins varient selon la source et l'année. Alors qu'entre 2005 et 2008, une tendance à la baisse des achats transfrontaliers alimentaires peut être constatée (de 2,1 milliards à 1,8 milliard de francs^a, depuis 2009, de nombreuses études citent des montants de l'ordre de 4 à 5 milliards de francs. Cela représente un peu plus de 1% des dépenses globales des ménages suisses pour la consommation finale^b. D'après les douanes allemandes, la force du franc suisse par rapport à l'euro aurait provoqué, depuis le début de l'an 2010, une augmentation de 36% des autorisations d'exportation dans le trafic touristique vers la Suisse par rapport à l'année passée. Cela correspond à une augmentation de 77% en comparaison de l'année 2006^c. L'Administration fédérale des douanes (AFD) annonce qu'au cours des sept premiers mois de l'année 2011, les recettes de la TVA dans le trafic touristique ont augmenté de 19%^d. Il n'existe par contre pratiquement pas de données sur les achats transfrontaliers à proprement parler. Les enquêtes menées par un important distributeur permettent cependant de dresser un classement des produits concernés en fonction de leur demande: la viande, le lait et le beurre,

les fruits et les légumes, le fromage, les yogourts et les desserts, l'huile et le café, les saucisses et la charcuterie, les produits de boulangerie et de pâtisserie, le vin et la bière et, enfin, le poisson et les fruits de mer^e. Les chiffres de l'AFD permettent une évaluation approximative des quantités: en 2009, les denrées alimentaires introduites en fraude représentaient 250 tonnes, alors que l'année passée, elles étaient de 935,5 tonnes^f. Le produit des taxes à l'importation a certes stagné en 2011, mais il faut tenir compte du fait que seules les importations de denrées alimentaires d'une valeur de plus de 300 francs sont prises en compte ici^g. Pour la viande, certaines estimations font état de chiffres de l'ordre de 900 millions à 1 milliard de francs soustraits à la seule industrie carnée suisse par les achats transfrontaliers^h.

Une partie des pertes dues aux achats à l'étranger est compensée, d'une part, par les achats d'Européens en Suisse et, d'autre part, par la croissance démographique de la Suisseⁱ. Ce qui explique aussi les résultats 2011 du commerce de détail, qui a vu augmenter son chiffre d'affaires de 1%^j l'an passé. En 2008, les ménages helvétiques ont dépensé 33 milliards de francs en denrées alimentaires et en boissons. Le manque à gagner de l'industrie agro-alimentaire suisse peut être estimé à quelque 1,6

milliard de francs. Pour l'agriculture, cela correspond à un déficit approximatif de 300 millions de francs dû aux achats transfrontaliers.

a HOFER et al.: Étude sur le tourisme d'achat 2009, Coop, p. 9

b Crédit Suisse, Retail Outlook 2012 – Faits et tendances, p. 14. https://www.credit-suisse.com/ch/unternehmen/kmgrossunternehmen/doc/retail_outlook_2012_de.pdf

c AFD: Forum D., n° 1/12, p. 7

d Crédit Suisse, Retail Outlook 2012 – Faits et tendances, p. 13

e HOFER et al.: Étude sur le tourisme d'achat 2009, Coop, p. 7

f AFD: Tâches de la douane suisse – Faits & chiffres 2011, p. 28

g AFD: Forum D., n° 1/12, p. 7

h STEINER M.: Grenztourismus beim Fleisheinkauf. Fachhochschule Nordwestschweiz, 2011, p. 31

i OFS: L'évolution démographique de la Suisse. http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/01/02/blank/dos/le_portrait_demographique/introduction.html

j Crédit Suisse, Retail Outlook 2012 – Faits et tendances, p. 5-6





moins en moins de temps pour les activités domestiques. On mange de plus en plus souvent là où on se trouve, autrement dit à la cantine, à la garderie, en déplacement ou à la maison. Interrogés sur le choix de la composition (ingrédients) de leurs créations culinaires, les amateurs de cuisine ont montré que leurs premières préoccupations sont la fraîcheur et une alimentation équilibrée. À noter cependant que 11% ont affirmé utiliser des produits semi-préparés ou précuisinés.

Convenience food: préparation simple et rapide

Les habitudes alimentaires peuvent être considérées comme le miroir de la société. On ne s'étonnera pas, dès lors, qu'à notre époque où tout va très vite, une étude de tendance constate un besoin de se nourrir de façon «expéditive». C'est la raison pour laquelle en ville, le choix des restaurants de fast-food est particulièrement vaste. À midi, notamment, beaucoup de Suisses se ravitaillent à un stand, ce qui leur permet d'abrégier leur pause de midi et ainsi de rallonger leur soirée. Par «convenience food», expression équivalant à «aliments de commodité», on entend des aliments semi-préparés ou précuisinés, par conséquent plus faciles et rapides à apprêter chez soi. L'offre dans ce domaine ne cesse de croître. La salade peut ainsi s'acheter coupée et lavée, les œufs déjà cuits et le bœuf Stroganoff prêt à être passé à la casserole. Jeunes ou vieux, sportifs ou au régime, tous les Suisses trouvent dans les rayons des produits taillés sur mesure. Lors des achats, le rapport direct avec le produit d'origine se perd, et par conséquent, le savoir relatif à sa transformation. Un bon nombre de diététiciens déconseillent en outre de consommer régulièrement ce genre de produits en raison de leur teneur élevée en

sel, en stabilisateurs et autres ingrédients de synthèse. Quant aux «aliments fonctionnels» (le functional food), vantés pour leurs bienfaits additionnels en termes de santé, ils se vendent au prix fort.

Functional food: santé incluse

En Europe occidentale, la santé fait partie du culte voué au corps. Il faut pour cela se nourrir sainement et absorber beaucoup de vitamines et de substances nutritives. Cet impératif représente toutefois un travail conséquent dans la pratique: les fruits et légumes doivent être achetés, rapportés à la maison, préparés et apprêtés. Il est tellement plus simple d'acheter un jus tout prêt additionné de vitamines ou un yogourt LCI déclaré particulièrement digeste! Les aliments fonctionnels ont trouvé un nouveau créneau sur le marché: celui des aliments enrichis en composants et vantés pour leurs bienfaits pour la santé. Ces produits n'occupent toutefois jusqu'ici qu'un modeste segment du marché. Dans certains cas, le fast-food et le convenience food sont même compatibles, voire se complètent: ils sont vite cuisinés et consommés tout en étant sains.

Les produits de la région: rapprochement entre le produit et le terroir

Le marché de l'alimentation innove perpétuellement. La perte du rapport à la terre (3% seulement de la population Suisse exerce une activité agricole), la mondialisation et la complexité croissantes de notre monde (voir la pléthore de l'offre en cuisine asiatique ou sud-américaine), favorisent le développement d'un courant opposé à travers une recherche de produits de proximité, traditionnels et régionaux. Les appellations d'origine contrôlée (AOC) et

autres spécialités régionales sont en train de conquérir le marché. Depuis la mise en place du registre des appellations d'origine contrôlée et des indications géographiques de provenance et l'entrée en vigueur, en 1997, de l'ordonnance qui les régit, 28 produits traditionnels ont été enregistrés et d'autres demandes d'inscription sont en suspens. De nombreuses autres spécialités régionales sont ainsi perpétuées et commercialisées. Des groupements comme «Les Délices de la Région» et «Patrimoine culinaire suisse» reflètent bien cette évolution. Les gourmets apprécient ce genre de produits autant que les consommateurs qui veulent garder le contrôle sur ce qu'ils mangent. Les Suisses aiment par ailleurs faire leurs achats chez le producteur. Plus de 20% des exploitations agricoles écoulent une partie de leurs produits en vente directe. La clientèle va s'approvisionner soit au magasin de la ferme, sur le marché local ou sur des stands placés au bord des routes. Dans un univers marqué par une perte croissante des repères en matière de consommation, l'achat chez le producteur primaire donne au consommateur la sécurité d'avoir des produits issus directement du champ; le paysan peut par ailleurs lui donner à cet égard des informations supplémentaires.

Consommation responsable

Les produits issus de l'agriculture biologique sont une autre offre pour les consommateurs particulièrement exigeants et soucieux de l'environnement. Ils inspirent une grande confiance par la renonciation à la chimie pour la protection des plantes et la fertilisation. Avec un chiffre d'affaires de plus de 1,7 milliard de francs, ils se taillent une part de 6%

de l'ensemble du marché suisse de l'alimentation¹⁸. Les consommateurs de produits bio donnent beaucoup d'importance aux modes de production proches de la nature, à l'écologie et au respect de l'animal. D'autres labels signalant une production particulièrement respectueuse de l'environnement et des animaux et répondant à des critères sociaux sont également en plein essor. La promotion de la biodiversité, des modes de production respectueux de l'animal et des standards sociaux minimaux sont pour les consommateurs des arguments d'achat persuasifs. De même, les produits issus des montagnes suisses sont bien cotés. Un large éventail de labels est là pour guider l'ache-

teur. La consommation responsable va souvent de pair avec l'aspect gastronomique. Le mouvement «Slow Food», par exemple, prône l'abandon de l'alimentation «haute technologie» (high tech) et un retour aux produits élaborés avec patience et engagement. Tous les labels susmentionnés interpellent des consommateurs appartenant aux milieux relativement favorisés sur le plan économique. Le grand pouvoir d'achat de la population suisse et la part relativement modeste (12%) des dépenses d'un ménage suisse pour se nourrir quotidiennement à domicile et à l'extérieur contribuent fortement à populariser encore davantage des produits alimentaires de valeur et de qualité.

Retour aux valeurs premières de l'alimentation

Un nombre croissant de personnes en surpoids et la progression constante des pertes de denrées alimentaires (**encadré Denrées alimentaires perdues**) sont le signe d'excédents alimentaires. Les tendances aux achats transfrontaliers et aux lignes bon marché montrent que l'on n'accorde plus qu'une faible valeur à la nourriture. Bien que le prix soit le critère décisif pour beaucoup d'acheteurs, il existe un nombre croissant de consommateurs très conscients et responsables qui préfèrent les labels chers, porteurs de valeur. La revalorisation des denrées alimentaires s'explique aussi par l'évolution à

Denrées alimentaires perdues: quelle valeur accorder à la nourriture?

La FAO^a estime à environ un tiers, soit à 1,3 milliard de tonnes, la proportion d'aliments non consommés dans le monde. Rien qu'en Suisse, environ 250 000 tonnes de denrées alimentaires se perdent. Alors que dans les pays industrialisés, la plus grande partie des pertes a lieu dans le commerce et chez les consommateurs, dans les pays en développement, les denrées alimentaires se perdent surtout au champ, pendant l'entreposage et au cours du transport. Dans les pays industrialisés, ces pertes pourraient être très fortement réduites grâce au savoir-faire et aux technologies disponibles, si la volonté de le faire était là. Dans ces régions, les pertes sont dues principalement à la faible valeur accordée aux aliments par les consommateurs du fait de leur haut pouvoir d'achat: les frais d'utilisation de la nourriture sont en effet plus élevés que les frais du gaspillage de celle-ci^b. En Suisse, environ la moitié des pertes de denrées alimentaires est imputable aux ménages et à la restauration. Quant à l'agriculture, elle est responsable de 20% des pertes, la transformation et le commerce représentant les 30% restants (www.foodwaste.ch). Dans son étude, la FAO avance pour les pertes de denrées alimentaires dans les pays industrialisés les raisons suivantes:

1. Déséquilibre entre l'offre et la demande

Dans l'agriculture, la planification des quantités est un enjeu important. Sans un minimum de réglementation publique, les marchés se dérèglent rapidement, et il y a des excédents à éliminer.

2. Normes de qualité élevées

Un fort pourcentage des légumes et des fruits sont éliminés parce qu'ils présentent des défauts visuels, n'ont pas la taille ou la forme souhaitées ou parce qu'ils ne répondent pas aux exigences de l'industrie.

3. Sécurité alimentaire mise en doute

Les scandales alimentaires, comme le cas des concombres espagnols supposés être contaminés par des bactéries E.Coli, font que les consommateurs perdent confiance en certaines denrées et que de grandes quantités de nourriture de qualité doivent être jetées.

4. Impératifs du choix et de la fraîcheur

De nos jours, les rayons des magasins sont censés être encore pleins jusqu'à la fermeture ou le samedi soir, et la marchandise devrait être toujours fraîche. Les produits non vendus ou plus tout à fait frais finissent avec les déchets.

5. Jeter, c'est moins cher

Dans les ménages, le volume des déchets alimentaires s'explique tout simplement par la différence entre les frais d'utilisation et les frais de gaspillage. Plus une denrée est bon marché, plus facilement elle sera jetée.

^a FAO 2011. Global food losses and food waste. Interpack Düsseldorf, Germany. <http://www.fao.org/docrep/014/mb060e/mb060e00.pdf>

^b Almeida João, Krysiak Frank, Harder Werner, 2011. Food Losses and Food Waste: A Quantitative Assessment for Switzerland. Travail de master à l'Université de Bâle.





l'échelle planétaire. Les révoltes contre la hausse des prix de la nourriture dans les pays pauvres motivent les gens d'autres pays à revoir leur comportement de consommation.

B 3 EXIGENCES DES CONSO MMATEURS

Qu'est-ce que le consommateur attend de l'agriculture suisse, de ses produits et des denrées alimentaires en général? L'USP a posé la question à deux organisations, la «Stiftung für Konsumentenschutz» (SKS) et la «Fédération romande des consommateurs» (FRC), et elle a discuté avec celles-ci les résultats de l'enquête.

Critères d'achats dans le domaine de l'alimentation

Rappelons au préalable que LE consommateur n'existe pas. Les consommateurs se divisent en une quantité de types différents, en fonction de leurs origines, de leur situation financière, de leurs besoins et de leurs valeurs personnelles. On sait par expérience que pour un quart environ, le prix

est le critère numéro un, alors que pour un cinquième, c'est la qualité. 55% se laissent guider dans leurs achats tantôt par la qualité, tantôt par une autre propriété des produits. Les trois principaux critères d'achat sont le prix, la qualité et la provenance (Tab. 8). Selon le produit et le consommateur, ceux-ci sont pondérés différemment. La sensibilité dépend notamment du type de la denrée achetée. Pour les œufs, par exemple, la provenance est absolument essentielle, alors que pour le pain, elle est moins importante. De manière générale, l'intérêt pour la provenance est d'autant plus faible que le degré de transformation du produit est élevé. Pour les aliments transformés, l'absence d'additifs peut être un aspect qualitatif d'importance égale à la fraîcheur pour les salades. Il n'est pas rare, par ailleurs, qu'un acheteur choisisse de mettre dans son cabas aussi bien des produits sous label onéreux que des articles de lignes bon marché. Chez les consommateurs qui achètent exclusivement bio, le label est le plus important argument d'achat. Outre le label bio, la marque de provenance Suisse Garantie et Max Havelaar sont également appréciés, de même que les signes indiquant que le produit vient de la région, de la montagne ou de l'alpage.

Rôle et estimation du prix

Même si les consommateurs trouvent que les fruits, les légumes et la viande suisses sont chers, le critère prioritaire est non le prix, mais le rapport prix-prestation ressenti. C'est pourquoi les denrées alimentaires suisses en général ne sont pas considérées comme trop chères par les organisations de défense des consommateurs. Ce qui dérange, c'est le manque de transparence au niveau de la formation du prix et de la répartition de la marge au long de la chaîne de valeur. Pour les produits importés, on attend que le prix en Suisse soit plus ou moins le même qu'à l'étranger. Le même produit ne peut pas se vendre en Suisse plus de 10 à 15% plus cher qu'à l'étranger. Aux yeux des consommateurs suisses, le pouvoir d'achat élevé dans notre pays ne justifie que dans une très faible mesure des prix plus élevés. Des coûts de production plus élevés sont une explication mieux comprise et acceptée. C'est la raison pour laquelle pour les denrées importées, le prix est souvent le principal argument d'achat. Pour les denrées de provenance suisse, en revanche, les consommateurs sont prêts à payer un supplément. Le montant toléré de celui-ci varie fortement selon le produit. Un autre phénomène peu apprécié est la vente à l'étranger de denrées suisses à des prix inférieurs aux prix affichés en Suisse.

Tableau 8: Critères d'achat pour différents produits (1 très important, 6 le moins important).
Source: Évaluation SKS/FRC.

Critère	Pain	Légumes/ fruits	Viande	Lait et produits laitiers	En général
Prix	2	2,5	1	2,5	1
Qualité	3	4,5	4	1,5	2,5
Provenance	6	2,5	2	2	2,5
Fraîcheur	1	1	4,5	4	4,5
Apparence	4,5	5	5,5	6	6
Label	4,5	5	3	5	4,5

Évaluation des denrées alimentaires du pays

Les consommateurs apprécient et préfèrent les produits agricoles du pays pour diverses raisons (Fig. 9). La qualité intrinsèque et externe ainsi que la confiance portée à la production indigène sont des critères prioritaires.



Les consommateurs entretiennent également de bons rapports avec l'agriculture et ils ont dans l'ensemble une image positive de celle-ci. Ils apprécient son ancrage local, l'offre de produits de proximité et l'action en faveur de l'entretien des paysages. Cette image est parfois troublée par les dissensions entre les paysans, leurs réclamations jugées trop nombreuses, le peu de flexibilité et d'écoute dont ils font parfois preuve envers les besoins des consommateurs ou de la société en général.

Si l'on demande aux organisations de défense des consommateurs ce que ceux-ci attendent des paysans et de la politique agricole, les réponses sont les suivantes: ils voudraient des aliments sains et naturels produits dans le respect de l'environnement et des animaux, et vendus à des prix convenables. Les paysans devraient par ailleurs continuer de jouer leur rôle dans l'entretien de paysages diversifiés et soigner le contact avec la population. Les représentants des consommateurs attendent enfin de la politique qu'elle ne crée pas de fausses incitations pour la production.

Revendications communes

La discussion a révélé encore des points communs entre les revendications des paysans et des consommateurs, dont un prix à la production équitable et une juste répartition de la marge entre tous les maillons de la chaîne de valeur. Si le consommateur paie plus, il veut que le producteur en profite comme il se doit. Les uns et les autres souhaitent que les denrées alimentaires soient appréciées à leur juste valeur et ne soient donc pas gaspillées. Une troisième revendication est celle d'une consommation en phase avec les saisons. Les représentants des consommateurs estiment que les détaillants portent

à cet égard une grande responsabilité. L'offre crée la demande. Ce qui dérange, c'est que pratiquement tous les produits soient proposés toute l'année, et notamment que des produits importés soient mis en avant par des promotions et des emplacements avantageux dans les rayons du commerce au mépris total de la saison.

Contradictions

Les différentes exigences et attentes des consommateurs et d'autres groupements à l'égard de l'agriculture sont parfois contradictoires. La demande de réglementations toujours plus sévères concernant l'environnement ou le bien-être des animaux, par exemple, est dans une certaine mesure en conflit avec l'impératif, pour l'agriculture suisse, de produire à plus bas prix et d'être plus compétitive à l'échelon international. Un autre conflit d'objectifs vient de la production de viande indigène avec des concentrés importés. Ces vingt dernières années, cette problématique s'est accentuée. Non pas parce que nos animaux consomment plus d'aliments concentrés, mais parce que l'approvisionnement en fourrage indigène a diminué. Les cultures de céréales fourragères ou de soja ne suffisent pas à couvrir les besoins. Et d'autres sources comme les

déchets carnés ou les déchets de cuisine ne peuvent plus être distribués aux animaux. Les grands volumes de fourrages importés sont certes très critiqués, mais il est difficile de faire sans. Or, tant que la consommation de viande restera stable en Suisse, la diminution des effectifs d'animaux ne fera qu'entraîner une augmentation des importations de viande. Même si la production fourragère suisse devait à nouveau augmenter, les surfaces ne suffiraient pas à assurer entièrement l'approvisionnement fourragère des animaux. Dans ce contexte, un autre défi est la préférence des Suisses pour les meilleurs morceaux. Les morceaux de moindre valeur sont de plus en plus boudés et en partie exportés, comme déjà mentionné. Enfin, une autre source de conflits est, d'un côté, l'exigence de disposer en toute saison d'un choix varié de légumes et de fruits dans les rayons des magasins, et de l'autre, l'impératif de consommer des produits de la région en phase avec les saisons.

Pour conclure, il y a lieu de relever que les petites exploitations agricoles familiales, les courtes distances de transport et les modes de production durables et respectueux des animaux appliqués en Suisse font certes augmenter les coûts, mais représentent les

Figure 9: Forces et faiblesses des denrées alimentaires indigènes du point de vue des consommateurs.

Forces:

- Proximité, fraîcheur, qualité
- Ecologie, bien-être animal, traçabilité
- Identité Suisse

Faiblesses:

- Prix et compétitivité
- La qualité n'est plus forcément meilleure qu'à l'étranger





meilleurs arguments de vente qui soient. Au regard de la distance qui s'est créée entre l'agriculture et le consommateur, la communication et la publicité jouent un rôle important. Grâce à elles, les consommateurs sont prêts à payer plus pour des denrées indigènes. Ils attendent un bon rapport prix-prestation, comme des produits alimentaires suisses garants d'une plus-value claire et transparente.

B 4 CONCLUSION

Se nourrir est un besoin vital quotidien qui a été et reste une cause d'alliances et de conflits. Dans le monde, près d'un milliard de personnes continuent de souffrir de malnutrition et de la faim. En Suisse, la plupart des gens n'ont plus ce souci. Chez nous, l'alimentation touche aussi à la santé, à la culture, à l'identification et aux valeurs personnelles. Ici se pose aussi la question des prestations attendues de l'agriculture car, même si ces fonctions sont inscrites dans la Constitution fédérale, la classe politique semble souvent les oublier dans sa routine quotidienne. À partir des chapitres précédents, il est possible de tirer les divers constats que voici :

Premier constat: en termes d'approvisionnement alimentaire, la Suisse dépend très fortement de l'étranger.

En comparaison mondiale, la Suisse est le premier pays importateur de denrées alimentaires par habitant. Pour certains, il suffit que la Suisse dispose d'un pouvoir d'achat élevé et de bonnes relations internationales pour assurer sa subsistance grâce à des importations. Mais plus la dépendance est grande, plus les risques sont élevés, d'autant

que durant les prochaines décennies, la demande de denrées alimentaires va augmenter au niveau mondial. Par contre, l'offre agricole subit une pression de plus en plus forte. Les terres, l'eau et certains engrais sont limités, voire déjà parfois rares. Compte tenu également des effets du changement climatique, il faut s'attendre de plus en plus à des fluctuations affectant les récoltes et les prix, ainsi qu'à des difficultés d'approvisionnement. Les expériences vécues en 2008, où plusieurs grands pays agricoles ont stoppé leurs exportations, ont montré qu'en période de pénurie, chacun pense d'abord à soi. Si la Suisse veut assurer sa souveraineté alimentaire à long terme, elle ne doit pas accroître sa dépendance par rapport aux autres pays.

Deuxième constat: les comportements des consommateurs et les tendances de consommation sont contradictoires.

En matière de consommation alimentaire, les consommateurs ont des comportements contradictoires. Ils veulent manger sainement, mais passer le moins de temps possible à cuisiner et à manger. En même temps, ils aiment faire de la cuisine un hobby pour lequel seuls les ingrédients les plus fins sont tout juste assez bons. On préfère les produits régionaux, mais on aime aussi disposer de toute une palette de fruits et légumes du monde entier, quelle que soit la saison. Certains consommateurs veulent une production écologique et respectueuse des animaux, mais acheter aux prix les plus bas possible.

Il est difficile de s'y retrouver au milieu de ces attentes souvent contradictoires. Pourtant, on peut percevoir une plus grande prise de

conscience de la valeur des denrées alimentaires: le prix demeure important, mais il n'est plus le seul critère d'achat; la préoccupation au niveau de la qualité gagne en importance et de plus en plus de voix s'élèvent pour réduire le gaspillage alimentaire. Face à cette situation, l'agriculture suisse doit demeurer à l'écoute des diverses attentes, conserver sa diversité, poursuivre ses engagements en matière de qualité et agir en faveur d'une plus grande transparence dans l'information destinée aux consommateurs.

Troisième constat: l'éloignement entre le consommateur et le producteur de matière première s'accroît.

Moins il y a de gens travaillant dans l'agriculture, plus le nombre de citoyens augmente, ce qui affaiblit les relations entre le consommateur et le producteur de denrées alimentaires. Cet éloignement s'accroît à mesure que la transformation des denrées alimentaires devient sophistiquée. Quand on regarde des pâtes prêtes à cuire, on ne reconnaît plus l'œuf qu'elles contiennent. Si le temps consacré à manger et à cuisiner diminue, c'est en raison d'une préparation toujours plus poussée des aliments. Ce service supplémentaire a également un effet important sur le prix. Or, même si les produits de commodité sont chers, la part revenant aux producteurs est faible, moins de 30% du prix de détail en moyenne. La tendance est à la baisse. Pourtant, la responsabilité de la cherté – soi-disant exagérée – des denrées alimentaires en Suisse est volontiers attribuée à l'agriculture! Cela parce que la publicité en faveur des denrées alimentaires montre presque toujours une agriculture idyllique.



Conclusion de l'Union suisse des paysans: importance du cadre politique!

Le consommateur doit être conscient que les exigences strictes en termes de qualité, de bien-être animal ou encore de protection de l'environnement engendrent des coûts supplémentaires. Celles-ci ont donc un prix. De plus, il n'est pas toujours possible de repérer sur le marché la totalité de la valeur ajoutée créée. Il n'est pas non plus toujours possible de séparer les prestations d'intérêt public marchandes des autres prestations. C'est ici qu'intervient la politique agricole avec ses incitations ciblées.

Pour conserver ses avantages et son utilité économique générale et d'intérêt public, la politique agricole (en ce moment la PA 14–17) doit conserver et renforcer la fonction productive de l'agriculture et le savoir-faire s'y rapportant. Il est crucial d'atteindre un niveau raisonnable en matière de qualité, de bien-être animal et d'écologie. Ce sont là des arguments de vente distinguant la production nationale de la production étrangère. La modification de l'article 2 de la loi sur l'agriculture proposée lors du débat sur la Politique agricole 2014–2017 précise que «les mesures de la Confédération s'orientent d'après le principe de la souveraineté alimentaire pour prendre en compte les besoins des consommateurs en produits du pays diversifiés, durables et de haute qualité». Elle est un point central du développement des relations entre les producteurs et les consommateurs de notre pays.

Il est nécessaire d'adopter une réglementation crédible en matière d'utilisation de la croix suisse si l'on veut que ces arguments de vente apportent réellement une plus-value commerciale. En effet, seuls les produits pos-

sédant des éléments suisses peuvent arborer la croix suisse.

Le sol, ressource indispensable à l'agriculture, constitue un bien rare, particulièrement dans un petit pays comme le nôtre. Il mérite donc une protection spéciale. Nous devons nous engager aujourd'hui pour que dans les prochaines années, les consommateurs de notre pays aient toujours la possibilité de choisir de se nourrir avec des produits suisses répondant à leurs attentes.

Les consommateurs de demain ne devraient pas être moins exigeants que ceux d'aujourd'hui. Sauf s'ils y sont obligés parce que le temps de la pléthore de denrées alimentaires est tout simplement révolu. C'est un scénario non souhaité, mais qui n'est pas tout à fait exclu.





Annexes
Impressum



Annexes

40

ANNEXE I À LA PARTIE A3: FORMULES POUR CALCULER LES PARAMÈTRES ÉCONOMIQUES RELATIFS À L'EXPLOITATION

$$\text{Degré de couverture des immobilisations 2} = \frac{(\text{Fonds propres} + \text{fonds étrangers à long terme}) \times 100\%}{\text{Immobilisations}}$$

$$\text{Degré de financement étranger} = \frac{\text{Capitaux étrangers} \times 100\%}{\text{Capital total}}$$

$$\text{Facteur d'endettement} = \frac{\text{Endettement effectif}}{\text{Cash-flow annuel}}$$

à savoir que: endettement effectif = capital étranger total – actifs financiers circulants totaux

$$\text{Rentabilité du capital total} = \frac{\text{Rendement net}}{\text{Actifs de l'exploitation}}$$

à savoir que: rendement net = intérêts des dettes +/- autres charges/produits financiers
+ intérêt calculé du capital propre de l'exploitation +/- bénéfice/déficit calculé

$$\text{Rentabilité des fonds propres} = \frac{(\text{Revenu agricole} - \text{prévention de salaire})}{\text{Fonds propres exploitation}}$$

ANNEXE 2 À LA PARTIE B I : DENRÉES ALIMENTAIRES PAR PAYS ET CHAPITRE DOUANIER, 2011.

En % des importations (par poids) du chapitre respectif; seuls les pays avec une part de plus de 4% des importations d'un chapitre. Source: USP Statistique.

Pays	Viande	Poisson	Lait, œufs	Légumes	Fruits	Café et thé	Céréales	Produits de minoterie	Oléagineux, graines	Graisses et huiles	Prép. à base de viande et de poisson	Sucre	Cacao	Prép. à base de céréales	Prép. à base de fruits et de légumes	Préparations diverses	Boissons
Allemagne	33,3	5,8	25,5	42,3	4,5	3,5	32,3	42,3	40,9	21,8	22,1	17,4	17,5	32,9	12,9	32,5	16,3
Autriche	2,0		2,8	1,2			5,9	8,0	5,5	3,0	3,0	11,0	1,3	8,9	3,8	6,2	5,6
Belgique		1,0	3,4					3,1		1,3		4,4	3,1	5,2	2,2	1,3	
Brésil	20,1			1,8		27,2	6,6				2,4				8,4	2,8	1,8
Canada	2,7						12,0				1,0						
Chine		2,9										4,0			5,2	1,7	
Colombie					3,8	12,2						3,1					
Costa Rica					5,4	4,3											
Côte d'Ivoire										4,2			1,9				
Danemark		8,7	1,1	3,4							7,0						
Equateur					4,6								8,5				
Espagne	3,6	2,0		1,5	25,2	5,4				2,4	2,5			2,2	4,0	1,2	4,4
Ethiopie						4,3											
France	6,8	10,2	32,9	4,1	7,9		25,8	23,7	38,7	6,3	7,2	36,9	13,5	12,8	7,2	14,6	27,1
Ghana													24,5				
Guatemala						4,6											
Hongrie	4,7						1,0			3,3	2,8						1,0
Inde		1,4		5,7		7,5				1,4							
Italie	4,5	5,8	15,1	11,3	20,0	3,5	4,8	6,2	9,1	9,0	13,3	3,9	3,0	24,4	27,9	21,5	31,3
Malaisie										5,1							
Norvège		8,4															
Pays-Bas	2,5	11,3	12,3	13,3	5,0	2,3		2,3		12,7	2,0	3,6	20,8	4,3	6,9	4,6	2,0
Tanzanie										7,1							
Tchéquie							1,4	9,8				2,9					
Thaïlande							1,7	2,2			17,7				3,8	4,5	
Ukraine										4,9							
Uruguay	1,4			5,6													
Viêt Nam		17,3				7,5					5,7						



Impressum

42

COLLABORATION AU RAPPORT DE SITUATION

Editeur / Diffusion

Union Suisse des Paysans
Laurstrasse 10
5201 Brugg
Téléphone 056 462 51 11
www.sbv-usp.ch
info@sbv-usp.ch

Direction du projet

Département Economie,
politique et relations internationales
Martin Pidoux

Collaboration

Chantal Aeby Pürro
Martin Brugger
Nadine Degen
Francis Egger
Daniel Erdin
Silvano Giuliani
Nejna Gothuey
Christophe Hauser
Sandra Helfenstein
Lukas Kessler
Brigitte Meier
Delphine Niogret
Martin Pidoux
Hans Rüssli
Irene Vonlanthen
Philippe Waldispühl

Mise en pages

USP Administration

Traduction et révision

Trait d'Union, 3000 Berne
Téléphone 031 359 52 22
www.traitudunion.ch

Prix

CHF 20.– par exemplaire
CHF 15.– dès 10 exemplaires
Prix hors TVA (2,5%) et frais d'envoi

Imprimerie

Binkert Druck AG
Baslerstrasse 15
5080 Laufenburg
Téléphone 062 869 79 79
www.binkert.ch

Imprimé sur papier certifié FSC
pour la gestion durable des forêts.

Photos

www.swissmilk.ch/recettes



Neutre pour le Climat

www.climatepartner.com
xxx-xxxx-xxxx-xxxx

imprimé en
suisse



